



LES NOUVEAUX MOYENS DE PAIEMENT

Outils et enjeux de stratégie nationale
en Australie

ANTONMATTEI Constance, DE VIVIES Charles, FAIDI Ysam, GAZEAU Ben,
PLOUCHART Julia, RUHARD Quentin, RAVAUD Mathieu, TREILLOU Louis-
Guillaume,

Sommaire

Introduction	3
La stratégie nationale des nouveaux moyens de paiement : enjeux de la donnée.....	4
Encadrement législatif.....	4
Cycle de vie de la donnée australienne.....	7
La sphère Cyber : cybersécurité et cyberattaques.....	13
La stratégie nationale des nouveaux moyens de paiement : les systèmes de paiement comme outil de puissance	16
Cold Storage : le coffre-fort virtuel australien	16
Fintech.....	16
Rapports entre puissances	19
Conclusion	23

Introduction

« *La donnée, le nouvel or noir des banques, et surtout des fintechs ?* » - Jonathan Herscovici

Comme dans de nombreux pays à travers le monde, le secteur bancaire et financier australien a été mouvementé dans la première décennie du 21^{ème} siècle. Cela s'explique en partie par la crise financière de 2008-2009 qui a eu pour conséquences la remise en question de l'hégémonie du système monétaire américain par son concurrent chinois. Des réglementations ont également été modifiées ainsi que les moyens de paiement, bouleversé par les innovations dans les Hautes technologies. Ces avancées ont impacté les modes de consommation des australiens ainsi que leur rapport à la technologie. Ces nouvelles pratiques ont fait émerger de nouveaux enjeux comme la sécurisation des données ou la protection de la vie privée contre la divulgation à des fins commerciales ou publicitaires. Cependant l'Australie attachée à une tradition libérale ouvre le débat sur la question de l'open-banking. La vision de Canberra étant de favoriser l'émergence d'acteurs nationaux du domaine, se matérialisant par un accès facilité aux données.

L'Australie, poste avancée de l'Occident constitue une zone tampon freinant l'expansionnisme chinois au Sud de la Mer de Chine Méridionale. On observe ainsi une logique comparable au secteur de la Défense avec le récent accord franco-australien, visant la fourniture de douze sous-marins à Canberra qui auront pour but, selon des experts de la Défense australiens, « *d'opposer une force de dissuasion crédible en cas d'actions hostiles* »¹.

Ce rapport, dans un premier temps, s'attachera à démontrer les enjeux que représente les données bancaires. Ainsi nous porterons notre attention sur les évolutions du cadre législatif, par la suite nous nous appesantirons sur le cycle de la donnée australienne. Enfin c'est sur les questions de cybersécurité que nous finaliserons cette première partie. Dans un second temps, ce rapport mettra en lumière la stratégie nationale promue par le gouvernement pour devenir un acteur majeur du secteur des moyens de paiement. Nous évoquerons le cas des *Coldstorage, des Fintech australiennes* et des rapports de puissance entre acteurs internationaux. Une étude cas sur l'éviction de Huawei du marché australien sera également présenté afin d'illustrer ce propos.

¹ Europe 1, « *Australie et France signent leur contrat à 50 milliards de dollars pour douze sous-marins* », 11 fév 2019.

La stratégie nationale des nouveaux moyens de paiement : enjeux de la donnée

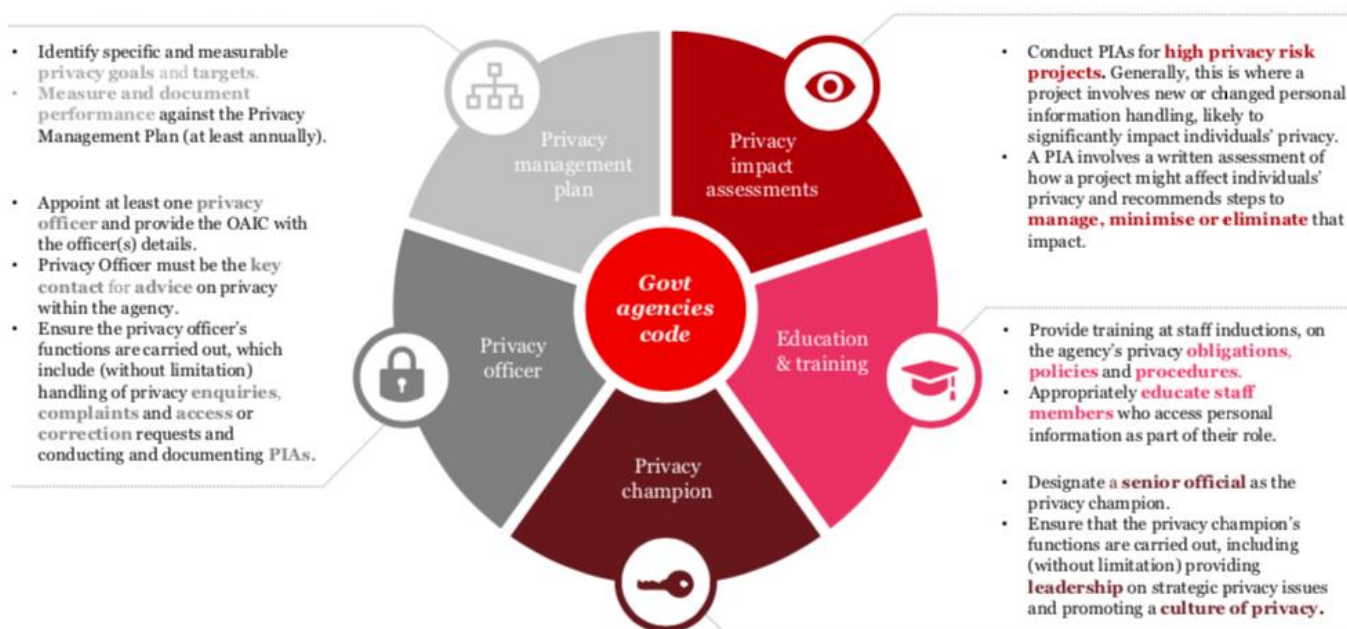
Encadrement législatif

Notifiable Data Breaches

La *Privacy Act* de 1988 est la loi relative à la vie privée et à sa protection. Les principes australiens de protection de la vie privée (APP) annexés listent les informations dites sensibles. Parmi ses informations sensibles, on ne retrouve pas les données bancaires.

Ce n'est alors que récemment que le *Privacy Act* fut modifié pour prendre en compte de nouvelles données et renforcer leur protection. Le *Notifiable Data Breaches* est entré en vigueur le 22 février 2018. C'est l'équivalent du *General Data Protection Regulation* (GDPR) qui est entré en vigueur trois mois plus tard (25 mai 2018) en Europe. Ce règlement relatif aux données personnelles intègre le *Privacy Act*. Celui-ci oblige les entreprises et organisations à faire des rapports à l'Office of the Australian Information Commissioner (OAIC). Ces entreprises sont susceptibles d'être frappées de sanctions en cas de non-respect des dispositions du règlement ².

De plus, *The Privacy (Australian Government Agencies - Governance) APP Code 2017 (Government Agencies Code)* est entrée en vigueur le 1er juillet 2018. Le *Government Agencies Code* s'applique déjà aux agences régies par le *Privacy Act* et mentionne les différentes manières de se conformer aux principes australiens de protection de la vie privée (cf. schéma ci-dessous³). Entre autres, ce code vient accroître la responsabilité découlant du *Privacy Act*.



² PWC, "Australian privacy outlook", 2018

³ Ibid

Concernant le secteur bancaire, à partir de 2015, l’Australian Payments Council s’est penché sur l’amélioration du système de paiement pour les dix prochaines années à travers l’« Australian Payments Plan ». Ce plan s’articule autour de trois thèmes qui sont la sécurité, la modernisation des moyens de paiements et la favorisation de l’innovation. Le premier axe touche notamment la question de l’identification digitale et le traitement des données pour mettre en place des stratégies et des protections en matière de cybersécurité⁴. Ce dernier s’est appuyé sur l’expérience internationale ainsi que sur des consultations locales pour élaborer les prémices de l’identité numérique en Australie⁵.

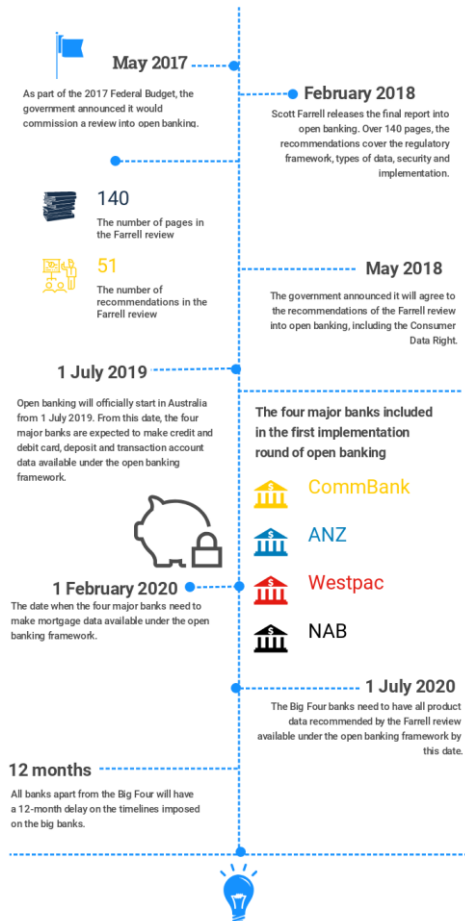
Dans un contexte d’insécurité des réseaux informatiques, la protection des données personnelles constitue une préoccupation de premier plan pour les gouvernements. Néanmoins l’Australie mise sur une stratégie inverse dans le secteur bancaire, en favorisant l’Open Data. Le gouvernement de Canberra joue la carte de l’innovation, permise par un accès facilité aux données, afin de favoriser la compétitivité et l’émergence de nouvelles entreprises.

⁴ Australian Payments Council, « *Australian Payments Plan* », December 2015

⁵ Australian payments network milestones report, « *The digital Economy* », Ninth report, June 2018

Open Banking in Australia

Our financial system is changing, here is how and when.



What products are included in open banking?

- Savings accounts
- Call accounts
- Term deposits
- Current accounts
- Cheque accounts
- Debit card accounts
- Transaction accounts
- Personal basic accounts
- GST and tax accounts
- Cash management accounts
- Farm management accounts
- Pensioner deeming accounts
- Mortgages
- Business finance
- Personal loans
- Lines of credit
- Overdrafts
- Consumer leases
- Credit and charge cards
- Asset finance and leases
- Mortgage offset accounts
- Trust accounts
- Retirement savings accounts
- Foreign currency accounts

For the latest on open banking
finder.com.au/fintech



En Australie, la Productivity Commission a recommandé en 2017 un nouveau droit du consommateur afin qu'il puisse accéder et utiliser ses données, ainsi qu'une nouvelle structure et un nouveau cadre facilitant le partage de données⁶. Le Gouvernement australien a également commandé une étude indépendante sur la mise en œuvre d'un régime bancaire ouvert (Open Banking), qui obligerait les banques à partager les données sur leurs produits et leurs clients avec des tiers, sous conditions du consentement client,⁷ en se basant sur le modèle du Royaume-Uni.

Le 26 novembre 2017, le gouvernement Australien a annoncé le projet d'un « Consumer Data Right » afin de d'améliorer la capacité des consommateurs à comparer les produits et services. En outre, ce droit viendrait donner aux consommateurs la possibilité d'accéder en toute sécurité aux données détenues par les entreprises et connaître, le cas échéant, comment ces données sont transférées⁸. Cela viendrait rééquilibrer les bénéfices du partage des données puisque les entreprises tirent un énorme avantage de par leur utilisation (ex : GAFA). De plus, cela devrait permettre une meilleure concurrence et une course à l'innovation.

Le gouvernement a également décidé, suite à l'étude indépendante, que ce nouveau droit s'appliquerait dans un premier temps dans le secteur bancaire sous le nom de « Open Banking ». Ainsi, les consommateurs pourront accéder à leurs données bancaires, et les transférer en toute sécurité. De sorte que le secteur bancaire, par l'Open Banking, est la première application du Consumer Data Right qui va ensuite s'étendre au secteur de l'énergie et des télécommunications⁹.

Début 2018, le Gouvernement a mis en place « Open Banking Review » afin de mettre en place un système le plus adapté possible. De plus, le Trésorier a demandé à Scott Farrell de poursuivre en parallèle ses travaux consistant à étudier la manière dont le gouvernement et l'industrie peuvent coopérer pour mettre en place un système efficace, sûr, et favorisant l'innovation.

⁶ Productivity Commission Inquiry Report, "Data Availability and Use" Overview & Recommendations No. 82, 31 March 2017

⁷ David Batch, "The data balancing act, a growing tension between protection, sharing and transparency", Deloitte, 2018

⁸ Asha McLean, "Australia's Consumer Data Right rules to be shaped around banking", ZDNet, 12 sept 2018

⁹ Australian Competition & Consumer Commission, Project Overview "Consumer Data Right", 26 nov 2017

L’Australian Competition and Consumer Commission (ACCC) a été chargée de surveiller ce projet, et en particulier la question de l’élaboration des règles et des conséquences de son application.

Le régime sera mis en place progressivement¹⁰. Les quatre principales banques australiennes devront mettre à disposition les données des cartes de crédit et de débit, des comptes de dépôts et des transactions avant le 1er juillet 2019, ainsi que des hypothèques avant le 1er février 2020, y compris pour les comptes conjoints pour lesquels des autorisations numériques existent déjà. Toutes les institutions financières autorisées (ADIs) restantes devront mettre en œuvre l’Open Banking l’année qui suit. Enfin, les données des consommateurs sur tous les produits recommandés par Open Banking Review devront être disponibles d’ici le 1er juillet 2020. Dans tous les cas, les données antérieures à 2017 ne seront pas prises en compte.

Le Consumer Data Right diffère de l’Open data dans le sens où ici l’objectif est de permettre aux clients de partager leurs données suite à leurs interactions avec les fournisseurs de services. L’Open data, quant à lui, s’entend comme l’utilisation de la donnée disponible, qu’elle soit publique ou privée, dépersonnalisée au profit de la société¹¹.

Le Consumer Data Right sera introduit principalement par le biais de modifications apportées à la *Competition and Consumer Act* de 2010 à l’initiative du Trésorier¹². Le champ géographique d’application du Consumer Data Right est large puisqu’il s’appliquera aux données générées ou collectées en Australie et hors Australie, par/pour le compte d’une société enregistrée en vertu de l’*Australian Corporations Act* de 2001 ou d’un citoyen australien/résident permanent¹³. C’est donc bien d’une initiative politique que se crée ce cadre d’Open Banking. La notion de « réciprocité » (dans le sens où toutes entités éligibles sont à la fois destinataires et détentrices de la donnée) qui devait être mise en place sera reportée dans la Consumer Data Right finalisée.

Cycle de vie de la donnée australienne

Politique sur les data centers

Le pays compte 107 data centers, principalement localisés dans les villes de Sydney, Melbourne, Perth et Brisbane¹⁴. L’Australie se place ainsi à la cinquième place mondiale quant au nombre de data centers présents sur son territoire. Comptant quelques 20 millions de citoyens sur son territoire, l’aspect démographique n’est donc pas la clé de réponse à cette explosion du nombre d’infrastructures australiennes. L’engouement national pour les services disponibles sur le cloud en est la principale explication. Les australiens étant des *early adopters* en matière de technologie, les particuliers ainsi que les entreprises ont vite adopté les logiciels en mode Software as a Service (SaaS)¹⁵. Ces derniers étant hébergés sur des machines externes dans les data centers, cela explique en partie la croissance de ce marché.

A cela s’ajoute également un aspect géopolitique. L’Australie bénéficie d’une image positive dans son environnement international direct, associée à la stabilité de son régime politique. Ses pays voisins font donc appel à ses solutions d’hébergement pour leurs données. Comme le soulignait Kim Carr, Ministre de l’Innovation du Gouvernement Fédéral australien, “*We are a safe, secure destination for*

¹⁰ Robyn Chatwood, “*Australian Consumer Data Right law: what you need to know*”, Dentons, 14 dec 2018

¹¹ Australian Government, The Treasury, “*Consumer Data Right, Fact Sheet*”, 9 fev 2018

¹² Australian Government, Department of the Prime Minister and Cabinet, “*The consumer data right*”, 2018

¹³ Robyn Chatwood, “*Australian Consumer Data Right law: what you need to know*”, Dentons, 14 dec 2018

¹⁴ Datacentermap. *Colocation Australia*

¹⁵ Computerworld Staff. “*Top 10 Influential : Australian data centres, Cloud expansion*”, 20 dec 2018

hosting Cloud data applications, and offer political stability, and a stable and transparent regulatory environment”¹⁶.

Sur la question des data centers, il convient de s’intéresser aux GAFAM et au stockage des données australiennes par ces derniers. Amazon détenant 40% des parts de marché du cloud, la question de la souveraineté des Etats quant à leurs données est donc centrale. Pour ce qui est du marché australien Amazon posséderait 8 data centers¹⁷ dans le pays. Microsoft est également présent dans le pays avec sa solution Azur, bien que le nombre de data centers dont il dispose ne soit pas connu.

Pour ce qui est de Google, ce dernier a ouvert récemment trois centres de stockage dans le pays¹⁸. Malgré une présence locale, la firme justifie la copie des données des utilisateurs dans d’autres centres en invoquant la nécessité d’assurer une continuité de service en cas de catastrophe naturelle affectant un de leur site. Google propose également à ses utilisateurs de choisir la zone géographique de stockage des données¹⁹. Encore faut-il que les citoyens aient conscience de l’importance de la protection de leurs données personnelles, dans une perspective de souveraineté nationale.

Concernant les autres GAFAM que sont Facebook et Apple aucuns de leurs centres de stockage n’est situé en Australie. Les câbles sous-marins reliant l’Australie avec la côte Ouest des Etats-Unis d’Amérique sont donc très certainement utilisés pour acheminer les données des utilisateurs dans les serveurs de ces deux firmes. Précisons que les cinq serveurs d’Apple sont situés sur le territoire américain²⁰ et que sur les 12 data centers de Facebook, neuf sont situés aux Etats-Unis et trois en Europe. Les données des utilisateurs de Facebook sont donc à l’évidence transférées sur le sol américain pour y être stockées.

Les groupes chinois ont également investi dans de nouveaux centres de stockage en Australie. Depuis 2016 Alibaba a fait construire deux centres²¹ de stockage, ce qui s’explique en partie par l’ouverture du marché suite à la signature du traité de libre-échange ChAFTA en 2014. Néanmoins, les groupes Baidu, Tencent²² et Xioami²³ sont pour leur part absents du pays.

Après avoir étudié la présence des GAFAM et des BATX sur le marché des data centers sur le sol australien, la domination américaine est mise en lumière. Cette réussite américaine peut s’expliquer par une histoire commune plus ancienne et des liens économiques historiques. Cependant la Chine semble être déterminée à prendre des parts de marché sur ce terrain d’affrontement économique, lieu de confrontation directe entre les deux premières puissances économiques mondiales. A cela s’ajoutent les problèmes de supply-chain causés par les taxes mises en place par l’administration Trump, notamment sur les composants d’ordinateurs et routers de réseau²⁴. Au bout de la chaîne se trouvent les data centers qui seront tôt ou tard touchés par l’augmentation du prix des composants électroniques due à la réduction de la taille du marché. In fine, le consommateur australien devra payer cette charge supplémentaire, accentuant l’inconfort du gouvernement australien face à cette guerre pour la domination économique mondiale.

¹⁶ Computerworld, *“Top 10 Influential : Australian data centres, Cloud expansion”*, 20 dec 2011

¹⁷ SVERDLIK, Yevgenily. *“WikiLeaks Publishes What It Says Is a List of Amazon Data Centers”*, DataCenter-Knowledge

¹⁸ Google Cloud, *“Le Cloud intelligent et sécurisé arrive en Australie”*.

¹⁹ Google Cloud. *Google Cloud and Anstralian Privacy Principles*.

²⁰ Datacenters.com. *Apple Inc. Data Centers*.

²¹ FOYE, Brendon. *“Alibaba Cloud opens second availability zone in Sydney to make way for financial services”*, CRN Connecting The Australian Chanel. 7 juin 2018.

²² Tencent Cloud. *Tencent Cloud Global Infrastructure*.

²³ BELFIORE, Guillaume. *« Xiaomi amorce son expansion internationale et installe des datacenters hors de Chine »*, Clubic, 22 oct 2014.

²⁴ DIGNAN, Larry. *“U.S. vs. China trade war likely to hit data center, IT spending”*, ZDNet

La question de la donnée et de son traitement est au cœur des préoccupations. L'Australie depuis une petite dizaine d'années se positionne de façon à encadrer le traitement des données. Les données bancaires apparaissent alors comme un point important puisque c'est dans ce domaine que l'Australie entame un long processus de réglementation pour permettre un partage transparent et sécurisé. Ces données regroupées avec les données obtenues par les GAFA deviennent plus capitales. Il est vrai qu'à travers celles-ci, il est possible d'avoir une vision à 360 sur les habitudes d'achats, les opinions politiques, l'environnement du consommateur ainsi que les interactions avec d'autres personnes.

De sorte que les GAFA et leurs concurrents asiatiques, en créant leur mode de paiement (Applepay, Samsungpay, Googlepay, Alipay, WeChat, ...) peuvent récolter de grandes quantités de données sur les personnes, suite à leurs achats, s'ajoutant aux données déjà obtenues par la publicité, les réseaux sociaux, les applications etc. En 2017, le nombre d'utilisateurs des plateformes de paiement mobile mondiale était de 600 millions pour WeChat Pay, 400 millions pour Alipay, 210 millions pour Paypal, 87 millions pour Apple Pay, 34 millions pour Samsung Pay, 33 millions pour Amazon Pay et 24 millions pour Android Pay (Google)²⁵.

Concernant Apple, Samsung et Google, ils se sont et continuent de s'implanter en Australie. Les quatre grandes banques ont cependant une réticence envers ApplePay. En effet, la Commonwealth Bank vient seulement, après deux années de négociation, de conclure un accord avec Apple (cf annexe 5).

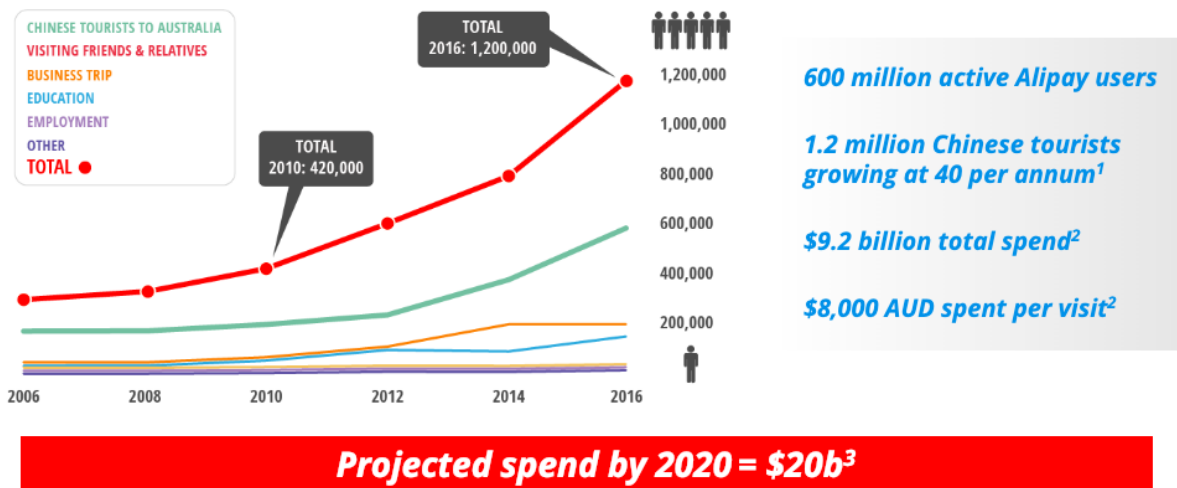
Le marché touristique chinois est très important en Australie. L'« Australian China Business Council » a prédit que le nombre de touristes chinois en Australie atteindra 3,3 millions de personnes par an d'ici 2026²⁶. Les entreprises chinoises, comme par exemple Alibaba, Tencent ont lancé leur ewallet : Alipay et WeChat.

Alipay, lancé en 2014 par le groupe Alibaba, est l'une des plus grandes plateformes de paiement mobile et en ligne au monde. Au fil des ans, Alipay a évolué d'un portefeuille numérique à un catalyseur de style de vie. Les utilisateurs peuvent héler un taxi, réserver un hôtel, acheter des billets de cinéma, payer des factures de services publics, prendre rendez-vous avec un médecin ou acheter des produits de gestion de patrimoine directement depuis l'application. Outre les paiements en ligne, Alipay étend ses activités aux paiements hors ligne en magasin, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chine. Le service de paiement en magasin d'Alipay couvre plus de 40 pays et régions du monde, et le remboursement des taxes via Alipay est pris en charge dans 29 pays et régions. Alipay travaille avec plus de 250 institutions financières et fournisseurs de solutions de paiement à l'étranger pour permettre aux clients chinois voyageant à l'international d'acheter des produits sur des sites de commerce électronique chinois. Alipay prend actuellement en charge 27 devises.

²⁵ CBNEditor, "China and WeChat Pay Lead the World in Mobile Payments", CBN, 3 déc 2018

²⁶ Nital Shah, "Why more Australian businesses are turning to WeChat", AdNews, 17 avril 2018

CHINESE VISITORS



Sources: 1. Department of Immigration and Border Protection, December 2016. 2. Tourism Research Australia, International Visitor Survey, December 2016 3. Tourism Australia, China Market Profile

L'Australie est le sixième partenaire commercial de la Chine et est la cinquième destination de transactions en ligne des utilisateurs chinois d'Alipay depuis la signature de l'Accord de libre-échange entre la Chine et l'Australie (China-Australia Free Trade Agreement). Paybang, fondée en 2012, est une société australienne et coentreprise avec Alipay qui s'occupe de ses paiements transfrontaliers en proposant aux marchands locaux des solutions pour accepter ce mode de paiement. Le facteur ayant motivé Alipay à s'installer en Australie reste la croissante demande des consommateurs chinois²⁷.

Alipay regroupe plus de 400 millions d'utilisateurs actifs en Chine, et à l'étranger, pouvant payer dans presque tous les magasins et stands en Chine et constitue le moyen de paiement le plus utilisé en Chine. Fin 2017, près de 1,4 million de touristes chinois ont visité l'Australie, injectant 10,4 milliards de dollars australiens dans l'économie. Ce chiffre devrait atteindre 13 milliards de dollars australiens d'ici 2020²⁸.

Quest Payment Systems, un fournisseur de paiement auprès des marchands australiens depuis 1992 offre une solution pour accepter AliPay depuis 2016. Ils se sont associés pour rendre disponible AliPay aux marchands utilisant les services de Quest.

La start-up de paiements Fintech, Novatti, a lancé en avril 2018, Chinapayments.com.au, la première plate-forme permettant aux consommateurs chinois de payer leurs factures locales en Australie via BPAY et via le ewallet Alipay²⁹. Ce service permettra aux résidents chinois, étudiants et touristes de payer leurs factures australiennes, par exemple leur loyer, via BPAY en utilisant l'argent stocké dans leur portefeuille numérique Alipay au lieu d'utiliser une carte de débit ou de crédit. A l'ère du crédit social et de la surveillance des citoyens chinois par leurs autorités, il est légitime de se demander si Pékin pourrait se servir des données collectées par les services comme Alipay pour étendre son contrôle sur ses citoyens se trouvant hors de ses frontières.

Début septembre 2018, la banque australienne Tyro a conclu un accord avec Alipay. C'est la première banque australienne à proposer une solution tout-en-un EFTPOS avec le groupe. Ce partenariat

²⁷ Arnie Cho, « *Alipay in Australia and New Zealand, one year on* », Global Data, 2017

²⁸ Christine Kardashian, « *Tyro first Australian bank to integrate with Alipay* », Tyro, 28 août 2018

²⁹ Alison Banney, « *Alipay users can now use the ewallet to pay Australian BPAY bills* », Finder, 6 avril 2018

sera opérationnel à partir du deuxième trimestre de 2019. Ce partenariat est né suite à la demande de plus en plus importante des marchands australiens face au marché touristique chinois devenant également de plus en plus important. En effet, 65% des touristes chinois utilisent des plates-formes de paiement mobile lors de voyages à l'étranger, soit six fois plus que les touristes non chinois. En outre, plus de 90% des touristes chinois ont déclaré qu'ils envisageraient d'utiliser Alipay lors de leurs voyages si celui-ci était mieux accepté par les marchands étrangers³⁰.

De plus, la banque National Australian Bank, (NAB) en novembre 2018 est la première des quatre grandes banques à se lancer avec Alipay. De sorte que les entreprises qui disposent d'un terminal marchand NAB pourront dès 2019 proposer ce service aux utilisateurs d'Alipay. George Lawson, responsable national australien et néo-zélandais chez Alipay, a déclaré qu'il était ravi de s'associer à NAB : « La Chine est à présent le plus grand marché du tourisme en Australie, représentant 81% de la croissance des dépenses touristiques en Australie au cours des 12 derniers mois. L'activation des paiements sans coupure avec Alipay représente une opportunité commerciale importante pour les entreprises australiennes »³¹. Selon lui, l'offre d'Alipay facilite les transactions et ceci de manière transparente. De plus, celle-ci générerait « des clients et des revenus supplémentaires ». Enfin, il déclare que les banques sont essentielles pour l'expansion d'Alipay en Australie puisqu'elles peuvent permettre l'utilisation via les terminaux existants et que la croissance de l'activité d'Alipay en Australie témoignait de l'attractivité du pays en tant que destination touristique et de la volonté concertée des commerçants de répondre aux besoins des consommateurs chinois.

La solution de paiement Alipay est également accessible dans les bureaux de poste AusPostnet sous forme de bon d'achat. Durant la Golden Week d'octobre 2018, l'Australie s'est placée à la neuvième place mondiale en termes de transaction par Alipay³². A ce jour, c'est plus de 10 000 marchands qui acceptent les paiements sur la plateforme.

Ensuite, WeChat recense environ trois millions d'utilisateurs en Australie. C'est Tencent, la multinationale chinoise qui a lancé en 2011, d'abord sous le nom de « Weixin », WeChat (renommé en 2012). C'est une application de messagerie instantanée qui s'est transformée en un écosystème permettant aux consommateurs de communiquer, naviguer et acheter à partir d'un même endroit. En 2016, il a été recensé qu'un utilisateur passait en moyenne plus d'une heure (66 minutes) par jour sur l'application, dépassant ainsi le temps de Facebook qui s'élevait déjà à 50 minutes. WeChat Pay est la plus grande plate-forme de paiement mobile au monde, avec un total de 600 millions d'utilisateurs en 2017, soit plus que la base d'utilisateurs combinés d'Apple, d'Android et de Samsung³³.

Cependant, en février 2018, les services de renseignement américains (CIA, FBI et NSA) ont déclaré qu'ils ne recommandaient pas l'utilisation (par les américains) des produits chinois Huawei ou ZTE par souci que des sociétés ou entités deviennent « redevable à des gouvernements étrangers »³⁴. En Australie, ce soupçon s'est étendu aux applications chinoises. Selon l'Australian Financial Review, la plate-forme de messagerie WeChat aurait été interdite sur les téléphones appartenant au département de la Défense : « La Défense ne fournit ni ne prend en charge l'utilisation de logiciels non autorisés, y compris l'application de média social WeChat, sur des appareils mobiles de la Défense », a déclaré un porte-parole de la Défense. L'utilisation limitée de Facebook serait cependant autorisée³⁵. Dans un

³⁰ David Swan, « *Business-only bank Tyro in deal with China's Alipay* », The Australian Business Review, 28 août 2018

³¹ Sarah Simpkins, « *NAB launching Alipay in Australia* », Investor Daily, 20 nov 2018

³² Dylan Bushell-Embling, « *Australia ranks 9th for Alipay during Golden Week* », Technologies Decisions, 11 oct 2018

³³ CBNEditor, « *China and WeChat Pay Lead the World in Mobile Payments* », CBN, 3 déc 2018

³⁴ Johnny Lieu, « *Australia's Defence department bans messaging app WeChat* », Mashable, 13 mars 2018

³⁵ *ibid*

rapport publié en 2016, Amnesty International a classé WeChat et les autres applications Tencent au dernier rang dans l'évaluation de la confidentialité des applications de messagerie. En effet, WeChat a obtenu un score de zéro sur 100, en raison de son manque de chiffrement de bout en bout et de son incapacité à reconnaître les menaces ou à protéger la liberté d'expression (cf annexe 6)³⁶.

S'il est probable que l'Australie suive la ligne de conduite des États-Unis pour manifester son soutien, l'interdiction concernant l'utilisation de WeChat pour le personnel militaire reste compréhensible au vu du risque de transfert des données au gouvernement chinois. En effet, l'intensification des activités d'espionnages chinoises et programmes malveillants peuvent porter atteinte à la sécurité des données et à la sécurité nationale³⁷. En effet, selon un rapport publié en octobre 2017 par l'Australian Security Intelligence Organization, le pays serait la cible "d'espionnage et d'ingérence étrangère". Ce rapport énonce que « *les services de renseignement étrangers ont cherché à avoir accès à des informations privilégiées et / ou classifiées sur les alliances et les partenariats australiens, notre position sur les questions diplomatiques, économiques et militaires internationales, notre énergie et nos ressources minérales, ainsi que nos innovations scientifiques et technologiques* »³⁸. En 2018, a été voté le projet de loi *National Security Legislation Amendment (Espionage and Foreign Interference)* visant à modifier le droit pénal et à régler certaines questions relatives à l'ingérence étrangère. L'Australie réagit face aux menaces mondiales actuelles.

Malgré tout, l'interdiction ne signifie pas que l'Australie est fermée aux échanges avec la Chine. Le consommateur chinois est un acteur majeur de l'économie australienne, et ce n'est que récemment que les grandes entreprises s'engagent pour WeChat. Les entreprises australiennes l'incorporent à leur stratégie marketing tout comme l'illustre le cas de l'enseigne David Jones³⁹. Mais la présence de WeChat Pay dans les paiements australiens reste relativement modeste puisque c'est seulement environ 10 000 marchands locaux qui l'acceptent.

Cependant, environ 4 millions de personnes souscrivent à WeChat en Australie et une étude publiée par AdNews indique qu'environ 38% des utilisateurs locaux ne parlent ni le cantonais ni le mandarin. Cela laisserait envisager une implantation plus massive de WeChat Pay et de WeBank (la banque Internet autonome la plus dynamique en Chine)⁴⁰. Il reste à voir si le problème rencontré plus tôt dans l'année quant à la sécurisation des données n'a été qu'un ralentissement ou un frein à son implantation.

D'un côté, l'Australie est un allié des États-Unis et n'hésite pas à le soutenir comme en témoigne le cas de WeChat. De l'autre, l'Australie du fait de sa proximité géographique avec la Chine accueille un flux important de touristes chinois sur son territoire, qui explique, en partie, ses relations commerciales avec cette dernière. Conclure des accords avec les services chinois de paiement en ligne est vital pour son économie. L'Australie se positionne alors au centre de la relation États-Unis/Chine.

³⁶ Amnesty International, « *Conversations privées ? Classement de 11 entreprises du secteur des technologies en fonction de leur utilisation du chiffrement pour protéger les droits humains* », Octobre 2016.

³⁷ Celia Chen and Iris Deng, « *WeChat joins list of Chinese technology banned by overseas militaries on security worries* », CNBC, 14 mars 2018

³⁸ Daniel Van Boom, « *Chinese WeChat app banned by Australia's Defence Department* », CNET, 12 mars 2018

³⁹ Nital Shah, « *Why more Australian businesses are turning to WeChat?* », AdNews, 17 avril 2018

⁴⁰ George Lekakis, « *Tencent chats top Oz bank* », Banking Day, 11 déc 2018

La sphère Cyber : cybersécurité et cyberattaques

Normes du cyber

Une nouvelle loi australienne sur la cybersécurité

L'*Encryption Law* du 6 décembre 2018⁴¹, enrichit la législation sécuritaire de l'Australie sur le volet cyber. Celle-ci exige des géants technologiques, notamment Google, Facebook ou WhatsApp, d'aider les services de sécurité à décrypter les communications de criminels présumés en matière de terrorisme par exemple. Cependant cette loi soulève la controverse car elle concerne, outre la sécurité nationale, des questions de respect de la vie privée et de protection des données.

Les entreprises s'exposent à des amendes de plusieurs millions de dollars en cas de refus d'accéder aux demandes des enquêteurs⁴². Elles pourront cependant contester en justice les requêtes des investigateurs. Les autorités australiennes peuvent quant à elles demander à ce que leurs requêtes demeurent secrètes.

La tentative du Digital Industry Group Inc (DIGI) – qui représente les grands acteurs du secteur high-tech – de s'opposer à cette coopération obligatoire avec le gouvernement a été soutenue par certaines associations de défense des libertés individuelles qui craignent que chaque citoyen puisse voir ses discussions espionnées par le gouvernement.

Pour ce dernier, il s'agit d'une mesure positive, bénéficiant à la lutte contre la criminalité. Concrètement, la réglementation facilite le travail de l'alliance « Five Eyes », qui regroupe les services de renseignement australien, néo-zélandais, britannique, américain et canadien.

Les organes étatiques de cyberdéfense

L'Australian Signals Directorate (ASD) a intégré en juillet 2018 le centre australien de sécurité cybernétique (ACSC). Cette fusion intervient dans le cadre d'un programme de réforme de la sécurité nationale du gouvernement visant à renforcer les services en matière de cybersécurité. Toutes ces mesures permettront de renforcer les capacités cyber de l'ASD, dont le champ d'action a été étendu à la lutte contre la cybercriminalité à l'extérieur du territoire australien. Elles visent implicitement la Chine.

De plus, depuis 2009, une entité appelée Cyber Security Strategy (CERT) est en charge de la protection des réseaux critiques du pays, régulièrement visés par des hackers chinois ayant partie liée avec les services de sécurité de Pékin.⁴³

Le 2 mai 2018, lors de la visite d'Emmanuel Macron en Australie, un accord sur la cybersécurité a aussi été "acté", via une lettre d'intention visant à renforcer la coopération entre l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et l'Australian Cyber Security Centre (ACSC). Ce nouveau partenariat renforce les liens historiques de l'Australie avec les pays occidentaux, dans un contexte de montée en puissance de son voisin chinois.

⁴¹ TARABAY Jamie, « *Australian Government Passes Contentious Encryption Law* », nytimes.com, 6 déc. 2018

⁴² CONTRERAS Bastien, « *Australie : une nouvelle loi sur la cybersécurité inquiète les géants de la tech* », clubic.com, 10 déc. 2018

⁴³ Intelligence Online - 24 Décembre 2009 – CERT

L'année dernière, la Chine a détourné le trafic Internet en provenance de l'Europe et de l'Amérique du Nord à destination de l'Australie. Cela aurait permis un vol de données ciblé, par le biais de la société d'Etat China Telecom. Parallèlement, au cours de l'année 2017, l'agence de sécurité chinoise a dirigé une vague d'attaques informatiques contre des entreprises australiennes, en violation d'un accord conclu dernièrement entre les deux Premiers ministres, visant à ne pas voler les secrets commerciaux de l'autre partie⁴⁴.

Un des principaux détournements de trafic, qualifié par la société chinoise concernée de simple « *erreur de routage* » a eu lieu du 7 au 13 juin 2017⁴⁵. Cet incident a été découvert à la suite du ralentissement d'une petite partie du trafic Internet entrant en Australie, qui prenait jusqu'à six fois plus de temps pour arriver à destination car il passait au préalable par la Chine (cf. annexe 7.)⁴⁶ Cette opération de piratage visait à accéder à des données sensibles détenues par une entreprise britannique de cybersécurité ayant des bureaux en Australie. Par ailleurs, le moment choisi pour le détournement n'est probablement pas un hasard, celui-ci coïncide avec le déroulement d'un grand projet entrepris par cette société. Ainsi, le Ministre de l'Intérieur australien s'est inquiété de l'augmentation du nombre et de la gravité des cyberattaques, qui auraient déjà coûté plusieurs milliards de dollars à l'économie australienne.

Le vice-président de la société de surveillance Internet ThousandEyes, déclare que la facilité de détournement du trafic Internet permet de collecter des informations, en particulier lorsque le pays soupçonné est connu « *pour sa poursuite de l'espionnage économique à grande échelle* ».

Les détournements de données ne font que renforcer les inquiétudes concernant le comportement de Pékin. China Telecom a, quant à elle, déclaré que sa stratégie de routage était entièrement conforme aux normes mondiales et a nié avoir "détourné" le trafic transitant par son réseau. Répondant à une précédente invective selon laquelle le Ministère chinois de la Sécurité d'État (MSS) était à l'origine d'une recrudescence de piratages de secrets commerciaux, le Ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré que "*des informations et des accusations connexes sont une pure fabrication*" et que "*La cybersécurité est un problème mondial et le piratage informatique est un défi commun à tous les pays du monde* ».

China Telecom a longtemps été considéré comme un fournisseur de services inoffensif, bien qu'appartenant à l'État. Pourtant, les données indiquent que le trafic en provenance de Montréal et même de Strasbourg a bien été acheminé vers la côte est des États-Unis mais que celui-ci a transité par la Chine, la Corée du Sud et Hong Kong plutôt que d'arriver directement en Australie, sa destination prévue (cf. annexe 8) Cet événement s'est produit à plusieurs reprises sur une période de six jours. Les paquets de données ayant pris jusqu'à six fois plus de temps à arriver que d'habitude, cela a alerté les chercheurs qui surveillent les activités suspectes.

Un document de recherche publié par le professeur Shavitt et Mme Demchak met en évidence trois autres exemples au cours des deux dernières années concernant d'autres pays. De même, une enquête de Fairfax Media / Nine News⁴⁷ a confirmé que le MSS était responsable de ce que l'on appelle

⁴⁴ MCKENZIE Nick, GRIGG Angus & UHLMANN Chris, "China uses the cloud to step up spying on Australian business", The Sydney Morning Herald, 20 Nov. 2018

⁴⁵ MCKENZIE Nick, GRIGG Angus & UHLMANN Chris, "How China diverts, then spies on Australia's internet traffic", The Sydney Morning Herald, 20 Nov. 2018

⁴⁶ Source: The Age/SMH/AFR Graphic: Mark Stehle

⁴⁷ CONTRERAS Bastien, « La Chine accusée par l'Australie de vols répétés de propriété intellectuelle », clubic.com, 22 nov. 2018

l'« Opération Cloud Hopper ⁴⁸», une vague d'attaques détectées par l'Australie et ses partenaires de l'alliance de partage du renseignement Five Eyes (États-Unis, Canada, Royaume-Uni et Nouvelle-Zélande). La Chine utilise en fait le cloud pour renforcer l'espionnage des entreprises australiennes.

D'autre part, la direction australienne des transmissions avait détecté des attaques contre plusieurs entreprises occidentales, bien que les noms des entreprises touchées n'aient pas été rendus publics. Ces révélations ont d'ailleurs beaucoup irrité certains représentants de la police, car les entreprises et les universités australiennes n'ont pas tenu compte des avertissements répétés visant à renforcer leur sécurité contre les criminels et les attaques dirigées par des États.

Alors que l'Australie essaie de faire respecter le pacte de cybersécurité signé entre les deux pays l'an dernier, la justice américaine a accusé la Chine de « vol de propriété intellectuelle » dans le cadre d'une escalade commerciale et stratégique avec Beijing. En octobre, le Ministère de la Justice des États-Unis a présenté une étude de cas sur le piratage chinois, dirigée contre le MSS, et accusant ce dernier de pirater un fournisseur de noms de domaine australien afin d'accéder aux systèmes informatiques des sociétés aéronautiques américaines et européennes. L'auteur possible de ces vols de données, l'unité 61398 de l'Armée de libération du peuple (APL), était auparavant considérée comme le principal acteur de la Chine pour voler des secrets commerciaux, mais depuis la réorganisation des forces armées chinoises en 2015, les cyber unités de l'APL se seraient recentrées sur le renseignement militaire et politique, laissant l'espionnage commercial au MSS. L'un des adversaires chinois les plus actifs a été baptisé « APT10 », tandis que « Cloud Hopper » fait référence à la technique utilisée par ce groupe lorsqu'ils font sauter des services de stockage en cloud dans le système informatique d'une entreprise.

Les opérations de piratage informatique menées par la Chine avaient diminué après l'accord bilatéral de non espionnage commercial. Néanmoins, depuis 2018, une augmentation significative des attaques a été détectée. L'activité vient principalement de Chine et vise tous les secteurs. Le vol de propriété intellectuelle fait partie de la politique industrielle globale de la Chine, qui souhaite égaler l'avancée technologique des États-Unis d'ici 2025⁴⁹. Cette pratique permet de raccourcir le processus de recherche et développement et de potentiellement donner aux entreprises chinoises un avantage décisif sur les marchés. L'Australie et les autres puissances se doivent maintenant de réagir plus fermement face au vol de données, car les législations ne sont toujours harmonisées et internationalisées (cf. Annexe 9)⁵⁰. L'Australie n'est par exemple, pas reconnue par la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL) comme ayant un niveau de protection suffisant concernant le transfert de données.

⁴⁸ FASSINOU Bill, « *Les cyberattaques de représailles sont le seul moyen pour arrêter le cyberespionnage de la Chine* », developpez.com, 21 nov. 2018

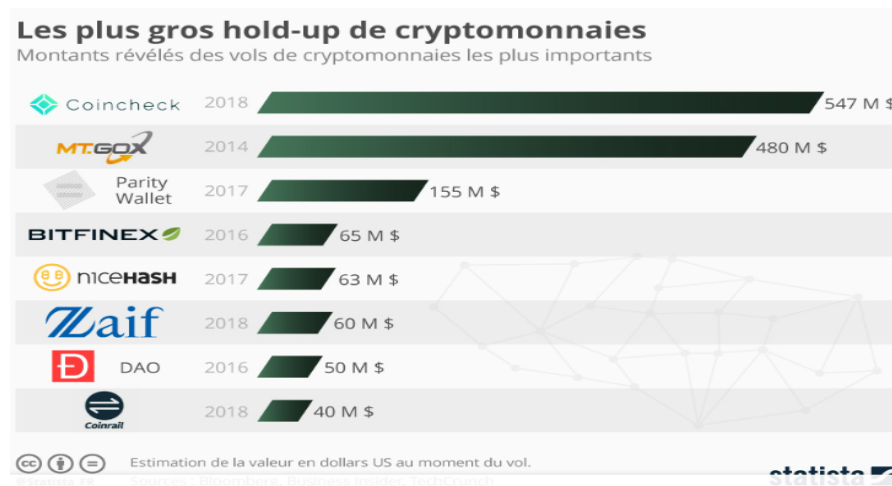
⁴⁹ Arte, reportage « *Chine : le dragon à mille têtes* », 2018

⁵⁰ « Carte sur la protection des données dans le monde », cnil.fr, 04 sept. 2018

Leaflet | © OpenStreetMap contributors, CNIL Datas protection around the world (04/09/2018)

La stratégie nationale des nouveaux moyens de paiement : les systèmes de paiement comme outil de puissance

Cold Storage : le coffre-fort virtuel australien



Bien que légales en Australie les cryptomonnaies ne sont que faiblement employées. Face à la vague de piratages la société Decentralised Capital, a décidé de lancer le premier coffre-fort de cryptomonnaie australien. Il s'agit de portefeuilles hors-ligne permettant de garantir les avoirs virtuels, des piratages. La bulle des cryptomonnaies est allée de pair avec une recrudescence de piratages. Ce sont principalement des sociétés, japonaises, coréennes et hong-kongaises qui ont été visées. Les paramètres de sécurité requis pour accéder à ce portefeuille démontrent une réelle prise de conscience de la nécessité d'une protection accrue des données. « *Ce cold-storage comprend un système de surveillance physique (gardes et vigiles), des caméras, un système d'identification biométrique, des codes PIN, des alarmes et un dispositif incendie* »⁵¹. Néanmoins, même si cette innovation prouve une volonté d'indépendance des sociétés australiennes, son impact est à relativiser face aux entreprises de la sécurité qui se lancent avec des capacités plus importantes et une connaissance du domaine. En effet la société de sécurité britanniques G4S⁵² leader mondial, se lance sur ce marché et propose son propre produit. D'autres sociétés comme des banques ou hedge funds ont investi dans les *cold-storage custodians* tels que Goldman Sachs, Novogratz⁵³. Les sociétés américaines dominent le milieu des cryptomonnaies, et des plateformes de cryptomonnaies. La suprématie et l'efficacité américaine dans ce domaine peut expliquer que les dix principales sociétés qui n'ont pas été piratées soient toutes américaines.

Fintech

L'Australie figure dans le top 5 mondial des activités « Fintech ». La catégorie « payments, wallets and supply chain » ressort comme étant le quatrième domaine d'activité en 2015. L'Australie joue également un rôle de premier plan dans l'élaboration de normes internationales relatives à la blockchain par le biais de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

⁵¹ Australie : Decentralised Capital lance le premier coffre-fort pour cryptomonnaies du pays. CryptoFrance Juil 2018

⁵² CAMPBELL Rebecca, Security Company G4S To Offer Crypto Custody Service. Forbes, 18 oct 2018

⁵³ GEORGIEV Georgi, Goldman Sachs and Mike Novogratz invest in cryptocurrency start-up Bitgo, Bitconist, 18 oct 2018

Les consommateurs étant excédés par le comportement non seulement amoral mais aussi criminel des banques, la crise financière de 2008-2009 a obligé les États et les institutions bancaires à revoir et transformer les réglementations dans le monde de la finance. La protection du consommateur, le maintien de la confiance envers les marchés et la stabilité financière deviennent les objectifs principaux.

En parallèle, les hautes technologies n'ont cessé de se développer et des entreprises et startups ont pu exploiter cette opportunité pour révolutionner le secteur financier et bancaire : nouveaux moyens de paiement, finance alternative, finance digitale. Le terme de « FinTech », contraction entre Finance et Technology est alors apparu.

La nouvelle génération de consommateurs, est plus connectée que jamais (~4,2 milliards d'individus connectés à internet⁵⁴). Les données personnelles stockées, telles que les habitudes de consommation, les loisirs, les trajets quotidiens, la navigation sur l'internet, l'utilisation d'applications, sont l'enjeu principal des années à venir. Des startups se sont rapidement lancées sur ce secteur d'activité comme Afterpay, Fabric Group et Fabric Corporation.

La valeur du marché était de 263.8 millions AUD en 2015 et devrait atteindre une valeur supérieure à 4.6 Mds AUD en 2020⁵⁵, soit une augmentation de 76% par an sur la période. La perspective de rentes financières, d'emplois et d'innovation peut expliquer l'ouverture par l'Etat australien du secteur de la donnée bancaire. En effet, près de 700 entreprises et start-ups se sont créées dans le domaine⁵⁶, dont 54% souhaitent s'exporter dans les 12 prochains mois⁵⁷ (cf annexe 11)

Les trois principaux types de FinTech australiennes⁵⁸ concernent les secteurs : (cf. annexe 10 : liste des activités des FinTech)

- Des paiements électroniques, portefeuilles électroniques, supply chain (24%)
- De l'investissement (23%)
- Des data analyses et management de l'information, Big Data (21%)

L'Australie connaît un contexte favorable au développement de son marché FinTech pour plusieurs raisons⁵⁹. D'une part, celle-ci bénéficie d'un système financier sûr et stable de par sa réglementation et de la volonté commune des institutions et de l'industrie d'avancer ensemble. La notoriété de l'Australie est en partie due à sa dette publique modérée⁶⁰ et au fond commun qu'elle gère et qui se trouve être le 4ème plus important au monde. D'autre part, il est prévu une croissance de 2,9% en 2018⁶¹. Enfin, l'Australie entretient des liens durables avec les principaux marchés de la FinTech dans le monde et est la première nation en termes de pénétration du marché de paiement sans contact⁶².

Etude de cas : les FinTech australiennes en pointe

Afterpay Touch Group a fondé en 2015 en Australie, un service à la fois en ligne et en magasin : AfterPay. Le principe est simple, ce service donne la possibilité aux consommateurs d'acheter un produit, de le récupérer immédiatement si c'est en magasin, et de payer plus tard, « Buy Now, Enjoy Now, Pay Later » (payer en quatre versements égaux, chaque quinzaine suivant l'achat). AfterPay représente

⁵⁴ « World Internet Users and 2018 Population Stats », Internet World Stats, juin 2018

⁵⁵ « Le marché des services financiers et de la FinTech en Australie », Business France, 2018

⁵⁶ « Directory of Australian FinTech Companies », FinTech Australia, 2018

⁵⁷ « EY FinTech Australia Census 2018 Profiling and defining the FinTech Sector », Ernst & Young, 2018

⁵⁸ Ibid

⁵⁹ « What is FinTech ? », FinTech Australia, oct 2017

⁶⁰ « Étude économique et risque pays de l'Australie », Coface, janv 2018

⁶¹ Ibid

⁶² « What is FinTech ? », FinTech Australia, oct 2017

aujourd'hui plus de 2.3 millions de clients actifs (1.6m en Février 2018), 17 700 commerçants (6000 en août 2017) et plus de 21 millions de transactions depuis sa création⁶³. Ce service est présent à travers trois pays, l'Australie, la Nouvelle Zélande et dernièrement les USA, et prochainement en Grande Bretagne.

AfterPay en quelques chiffres :



64

Trois années après son lancement, Afterpay détient plus de 10% des parts de marché de la vente au détail sur internet en Australie.

Au mois de novembre 2018, soit six mois après son lancement mi-mai 2018 aux États-Unis, AfterPay comptait déjà 900 accords avec des commerçants et plus de 300 000 utilisateurs du service. Le potentiel d'expansion aux États-Unis est remarquable. Si le groupe atteint ses prévisions de 3,5% de taux de pénétration du marché d'ici à 2021, cela représenterait 5.9 millions de consommateurs utilisant le service soit deux fois plus que sur son marché national⁶⁵.

En trois années, AfterPay a donc collecté les données personnelles – les noms, adresses, numéros de téléphone, numéros de compte bancaire, de cartes de débit/crédit – de millions d'utilisateurs. L'enjeu de la donnée est de connaître les comportements des consommateurs et leurs habitudes (différents selon les pays), afin d'identifier à quels moments proposer des réductions à tel client pour tel type de produits. Ces données collectées peuvent également permettre à AfterPay de se projeter, et de s'ouvrir sur des secteurs d'activités autres que la mode et les cosmétiques comme par exemple les multimédias.

MoneyPlace est une start-up fondée en 2014, qui propose une nouvelle manière d'obtenir un prêt en mettant en contact des investisseurs avec des consommateurs considérés solvables après une analyse de dossier. Le taux proposé se base sur l'évaluation du risque. En 2015, Auswide Bank a proposé 60 millions AUD à emprunter sur une durée de cinq ans via MoneyPlace et a également souhaité appuyer la start-up avec une participation à hauteur de 20% de ses prêts aux jeunes emprunteurs⁶⁶.

L'obtention du prêt s'effectue en 4 étapes⁶⁷. Suite au renseignement des informations nécessaires à la candidature, la décision est rendue sous un à deux jours et l'argent est transféré, en cas d'acceptation, sur le compte bancaire en moins de 24h.

⁶³ « FY2018, Results Presentation », AfterPayTouch, 2018

⁶⁴ Ibid

⁶⁵ John McDuling, *Afterpay and the US: a match made in heaven, or a potential disaster?*, 03/09/2018, The Sydney Morning Herald,

⁶⁶ MCDULING John, « *Afterpay and the US: a match made in heaven, or a potential disaster ?* », The Sydney Morning Herald, 03/09/2018

⁶⁷ Page *How it works*, site Moneyplace.com.au

Fabric Corportion est une entreprise de technologie et de services spécialisée dans le développement de logiciels. Elle a notamment développé *Fabric*⁶⁸, un logiciel d'Open Banking déjà sur le marché. Il permet aux entreprises de récupérer les données bancaires et l'historique de leurs clients (en ayant leur accord en amont). Le stockage des données se fait exclusivement en Australie. Celles-ci sont actualisées en temps réel. La volonté des entreprises qui utilisent ce logiciel est de récupérer des données analysées.

Fabric Group est spécialisé dans les secteurs du consulting, du développement de logiciels et d'applications de support et maintenance. Le groupe est partenaire de trois géants américains. Il a mis en place pour Amazon et Microsoft un service de Cloud Hybride, combinaison entre un cloud privé et un cloud public. Le groupe a mis en place pour Oracle une base de données pour son activité de maintenance et support⁶⁹.

Une coopération USA-Australie se dessine en matière de partage de données qui contrerait les tentatives de rapprochement entre Pékin et Canberra.

Rapports entre puissances

Les traités Internationaux

L'Accord de libre-échange signé entre les Etats-Unis et l'Australie le 18 mai 2004 prévoit en son article 13.19.5. (O) la fourniture et le transfert d'informations financières⁷⁰. En effet, les données de certains utilisateurs de services fournis par des entreprises telles que Visa, MasterCard, Paypal ou autres, sur le sol australien peuvent être rapatriées aux Etats-Unis. En vertu de ce traité, l'Australie ne peut donc pas mettre en place des mesures visant à conserver les données bancaires de ses citoyens sur son sol.

L'accord de libre-échange signé entre la Chine et l'Australie, entré en vigueur le 20 décembre 2015, a été un tournant pour l'économie australienne. La Chine est en effet le premier partenaire commercial de l'Australie, qui mise sur cette relation pour développer ses exportations. En ce qui concerne les transferts de données financières entre les deux parties, tout comme avec les Etats-Unis, l'Australie a abandonné une partie de sa souveraineté. Dans l'article 2.3.xv de l'annexe 8-B il est stipulé la fourniture et le transfert d'information financière⁷¹. L'arrivée sur le marché australien d'acteurs chinois comme UnionPay ou Alipay pose donc une fois de plus la question de la souveraineté des données des citoyens australiens.

On observe au travers de ces deux accords de libre-échange la volonté australienne d'ouvrir son marché de la donnée. Le développement dans le pays de l'Open Banking sur le modèle britannique est l'aboutissement de cette philosophie économique. L'Australie semble donc être loin des considérations de souveraineté en ce qui concerne les données bancaires et financières de ses citoyens. L'aspect politique de cette prise de position peut être critiqué mais il convient de rappeler que le développement des GAFAM ou des leurs concurrents chinois les BATX s'explique en partie par un accès facilité aux données des utilisateurs. Cela leur a permis de nourrir et d'améliorer leurs algorithmes et donc de proposer de nouveaux produits publicitaires. Une étude comparative⁷² menée sur la Chine, l'Europe,

⁶⁸ « *Fabric.ac* », Fabric, 2018

⁶⁹ « *Services* », Fabricgroup, 2018

⁷⁰ Australia-United States Free Trade Agreement, Washington, 18 mai 2004

⁷¹ . Free Trade Agreement between the Government of Australia and the Government of the People's Republic of China, 17 juin 2015

⁷² GILLIGAN, Danny. *Global Data Wars : Building a thriving Data Economy for Australia*, 2016

les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l’Australie, Singapour et l’Inde montre de manière explicite la corrélation qui existe entre protection des données et innovation. L’Australie fait donc le choix de suivre la Chine, les Etats-Unis et l’Inde pour voir émerger sur son territoire des entreprises de rang mondial au détriment de la protection pure et simple de ses données.

L’emprise des anglo-saxons sur le domaine des services de paiement

Les sociétés britanniques et américaines détiennent, les moyens de paiements classiques, la monnaie. Le dollar est la monnaie de référence pour le commerce au niveau international. Cette omniprésence américaine n’est que faiblement contrée par des initiatives chinoises pour imposer le Yuan comme monnaie de substitution au commerce. Cette hégémonie monétaire permet aux Etats-Unis d’imposer les règles de leur ordre juridique en matière de conduite des affaires. Cette uniformisation se caractérise par de lourdes sanctions financières appliquées aux Etats contrevenant aux directives du Département de la Justice (affaire Alstom, BNP). Ces initiatives agressives illustrent la mise en application de l’extraterritorialité du droit américain.

Les Etats-Unis dominent outrageusement le domaine des moyens de paiement au niveau mondial. Les sociétés de cartes de crédit, débit, VISA, Mastercard, American Express, sont américaines. De plus des sociétés telle qu’Apple, par le biais d’Apple Pay, Microsoft par le biais de Microsoftpay, ou Amazonpay ainsi que PayPal, disposent d’une influence considérable dans le domaine du paiement en ligne de par l’utilisation massive des portables. En 2017 les américains ont acquis la première place en termes de moyens de paiement. Le géant Vantiv a fusionné avec WorldPay en le rachetant pour 10 milliards de dollars⁷³. De plus, d’autres sociétés de moyens de paiement américaines ont étendu leur influence dans ce domaine par une série de rachats notables. Ainsi Master Card a racheté VocaLink pour 920 millions de dollars⁷⁴. La société américaine Global Payments Inc a racheté Active Network pour 1,2 milliard de dollars⁷⁵. Les hedge funds américains Blackstone et CVC ont racheté la société britannique Paysafe pour 3,9 milliards de dollars⁷⁶. Dans le cas particulier de l’Australie, Apple a réussi à rallier à sa cause la Commonwealth Bank of Australia, qui à partir de janvier 2019 donnera la possibilité à ses clients d’utiliser Apple Pay. L’Australian New Zealand Bank soutient également le recours à Apple Pay pour ses clients⁷⁷.

La projection de puissance australienne en Nouvelle-Zélande

Depuis toujours très liée au grand frère australien du fait de sa position géographique et de son histoire, la Nouvelle-Zélande représente un relais de l’économie australienne. L’accroissement de l’influence australienne sur ce pays voisin constitue un enjeu de puissance. L’objectif est de conserver la Nouvelle-Zélande dans son giron afin de conforter la suprématie de Canberra en Océanie.

Outre le fait qu’à sa création le dollar néo-zélandais a été adossé au dollar australien, l’Australie est le principal partenaire commercial de la Nouvelle-Zélande particulièrement depuis la signature d’un traité de libre-échange entre les deux pays en 1983, qui n’a fait que renforcer les liens entre les deux pays devenus interdépendants économiquement.

⁷³ Naissance du numéro un mondial des solutions de paiement, Les Echos 10 Aug 2017,

⁷⁴ PEYTON Antony, *MasterCard’s \$920m acquisition of Vocalink officially closes*, Fintech Futures. 2nd May 2017

⁷⁵ JANJI Isabel & CORN Amy, *Global Payments Completes Acquisition of ACTIVE Network*, Global Payments Service. Driven. Commerce. 06 Sept 2017

⁷⁶ ANDRE Jean-Baptiste, *Paysafe racheté par le duo Blackstone/ CVC Capital*, Boursier.com 04 Aug 2017

⁷⁷ NOTT George, *CBA capitulates, will support Apple Pay next year*, CIO from IDG, 14 dec 2018,

Les systèmes bancaires australiens et néo-zélandais sont étroitement liés. Les banques néo-zélandaises sont aux mains du Big Four australien dominant le marché financier des deux pays à la suite du rachat systématique des banques néo-zélandaises.

La Nouvelle-Zélande suit donc l'Australie sur la plupart de ses décisions liées aux systèmes bancaires et de paiement, comme lors de l'introduction du système de paiement chinois Alipay concurrençant Apple Pay et Android Pay. La Nouvelle-Zélande a également mené une charge contre l'entreprise Huawei afin d'écarter celle-ci du marché de la 5G pour des raisons de sécurité, liées à la lutte d'influence sino-américaine à laquelle le pays n'échappe pas.

Les câbles sous-marins

Dans le domaine de la transmission de données par le biais des câbles sous-marins, l'Australie dispose de nombreux câbles mais leur propriété est partagée.

Les principales sociétés et organismes australiens propriétaires des câbles sont :

- Telstra
- Australia's Academic and Research Network (AARNET)
- Vocus Communications
- TPG
- Superloop

Néanmoins, les sociétés japonaises, singapouriennes, et surtout américaines sont propriétaires en partie de certains câbles sous-marins.

Les câbles en partie détenus par des sociétés américaines :

- Southern Cross Next (Verizon)⁷⁸
- Southern Cross Cable Network (Verizon)⁷⁹
- Australia-Japan Cable (AJC) (Verizon, AT&T)⁸⁰
- Japan-Guam-Australia South (JGA-S) (Google, RTI Connectivity)⁸¹
- INDIGO West (Google)⁸²
- INDIGO Central (Google)⁸³

Câbles qui ne sont pas détenus par des sociétés australiennes :

- Southern Cross Next
- Southern Cross Cable Network
- Hawaiki⁸⁴
- Coral Sea Cable System (CSCS)⁸⁵

⁷⁸ *Southern Cross NEXT*, TeleGeography Submarine Cable Map

⁷⁹ *Southern Cross Cable Network*, TeleGeography, Submarine Cable Map

⁸⁰ *Australia-Japan Cable (AJC)*, TeleGeography, Submarine Cable Map

⁸¹ *Japan-Guam-Australia South (JGA-S)*, TeleGeography Submarine Cable Map

⁸² *INDIGO-West*, TeleGeography Submarine Cable Map

⁸³ *INDIGO Central*, TeleGeography Submarine Cable Map

⁸⁴ *Hawaiki*, TeleGeography, *Submarine Cable Map*

⁸⁵ *Coral Sea Cable System*, TeleGeography Submarine Cable Map

Etude de cas : affaire Huawei

Les rétorsions récentes visant les géants du télécom Huawei et ZTE Corporation sont un parfait exemple des enjeux d'influence à l'œuvre en Australie.

En effet, en Août 2018 les entreprises chinoises Huawei et ZTE Corporation ont été bannies du réseau télécom 5G australien⁸⁶ en plein développement. Huawei en particulier, devait en être le fer de lance. De même, en novembre 2018, la Nouvelle-Zélande a évincé Huawei⁸⁷.

Ces renvois, font suite aux résultats d'enquêtes internes sur la sécurité nationale⁸⁸ ainsi qu'à un climat spécifique lié à la guerre économique et d'influence que se livrent anglo-saxon et chinois.

Les autorités australiennes semblent en effet redouter des brèches de sécurité⁸⁹ importantes dans ses réseaux, particulièrement dans le domaine de la propriété intellectuelle. Celles-ci craignent plus précisément l'espionnage que la Chine est soupçonnée de mener massivement. Ces soupçons sont renforcés par le tout récent scandale de détournement massif de données éclaboussant China Telecom.

De plus Huawei comme ZTE Corporation sont soupçonnés depuis longtemps, particulièrement par les Etats-Unis, d'entretenir des liens étroits avec le gouvernement chinois, le Parti Communiste Chinois, l'Armée Populaire de Chine ainsi qu'avec les agences de renseignement⁹⁰ de l'Empire du Milieu.

A ces soupçons s'ajoute un changement de politique interne qui a vu le Parti Communiste Chinois renforcer son influence sur Huawei, notamment via la mise en place de la loi du 28 juin 2017⁹¹ sur le renseignement, qui a fait couler beaucoup d'encre. En effet nombre d'observateurs voient une offensive de l'espionnage chinois, à rebours d'une stratégie jusque-là considérée comme axée sur la sécurité intérieure et le défensif.

Alors même que les Etats-Unis et la Chine s'affrontent par le biais de rétorsions économiques, l'Empire du Milieu ne cesse d'être éclaboussé de scandales l'accusant d'espionnage, le plus souvent économique, touchant des entreprises du télécom et plus largement de la donnée. L'Australie se retrouve donc une nouvelle fois tiraillée dans un jeu de puissance et d'influence qui déterminera qui contrôlera cette nouvelle ressource cruciale qu'est devenue la donnée.

⁸⁶ *Australia bans China's Huawei, ZTE from mobile network build over security fears*, The Straits Time, 23 Aug 2018

⁸⁷ *MEDIAVILLA Lucas, 5G : La Nouvelle-Zélande ferme la porte à Huawei*, Les Echos, 29 nov 2018

⁸⁸ *Australian spy chief explains ban of Chinese tech firms Huawei and ZTE, deemed 'high-risk vendors'*, South China Morning Post, 30 oct 2018,

⁸⁹ *CROZIER Ry, Cyber attacks rise in Australia's data breach numbers*, ItNews, 31 Jul 2018

⁹⁰ *ARTHUR Charles, China's Huawei and ZTE pose national security threat, says US committee*, The Guardian, 08 oct 2012,

⁹¹ *BLANCHARD Ben & SHEPHERD Christian, China passes tough new intelligence law*, Reuters, 27 June 2017

Conclusion

L'Australie, bien que leader de la zone océanique, se trouve pris en tenaille entre les deux leaders mondiaux les États-Unis et la Chine, se livrant à une ardente guerre d'influence. Les États-Unis dominent le marché mondial des moyens de paiement, qu'ils soient classiques (Visa, MasterCard, American Express) ou bien innovants (Apple Pay, Amazon Pay, Microsoft Pay). Cette suprématie s'inscrit dans une guerre économique.

La Chine quant à elle, s'implique de plus en plus dans le domaine de la cybersécurité. Il lui est reproché d'être à l'origine de plusieurs cyberattaques et la compétence de ses FinTechs s'explique par les liens entre les industries chinoises et les services de renseignement (APT 10 / APT 18). L'innovation chinoise s'est également manifestée dans le domaine du cyber par le biais des plates-formes de cryptomonnaies que le pays accueille dans les ex-comptoirs britanniques (Hong-Kong). La Chine a réussi le virage de la cryptomonnaie et est en passe de devenir le leader mondial du mining.

L'Australie n'occupe certes que le 5ème place des relations économiques chinoises, mais l'Empire du Milieu constitue quant à lui le premier partenaire économique de l'Australie. Le pays constitue en effet une destination touristique de choix pour 1,4 millions de chinois chaque année, dont la présence a rapporté plus de 10 Mds AUD à l'économie en 2018. L'influence chinoise sur le territoire se manifeste également par le biais de la diaspora qui, comme les touristes, a recours pour le règlement de leurs dépenses aux applications de paiement Alipay et WeChat.

Néanmoins Canberra par certaines initiatives, tente de préserver son indépendance et sa souveraineté. Dans le domaine révolutionnaire des cryptomonnaies, fortement visé par les attaques étrangères, le pays disposera de son premier coffre-fort virtuel grâce à une initiative de Decentralized Capitol. Dans le domaine de la télécommunication, l'Australie, pour des questions de sécurité, a fermé son marché à des sociétés chinoises comme Huawei et ZTE suite à des enquêtes menées par des organismes de sécurité étatiques pointant les risques d'espionnage et de siphonage de données. En effet l'Australie dispose d'un efficace triumvirat constitué de l'Australian Signals Directorate, de l'Australian Cyber Security Centre et du Computer Emergency Response Team. Afin de se prémunir des cyberattaques et du vol de données, l'Australie dispose également de ses propres capacités en matière de data centers. Ils sont au nombre de 107 sur le territoire.

La donnée constituant le nouvel or noir des États et des entreprises, l'Australie et ses institutions gouvernementales ont lancé deux initiatives majeures. Afin d'accroître la visibilité et la fiabilité des transactions bancaires réalisées en particulier via les cryptomonnaies, le gouvernement au travers de son service de renseignement financier (AUSTRAC), impose aux plates-formes de cryptomonnaies de s'inscrire au registre de l'AUSTRAC qui après enquête déterminera la crédibilité de la plate-forme. Ces sociétés devront transmettre les identités de leurs clients et signaler toute transaction jugée douteuse ou dont le montant dépasse 10 000 AUD.

La transmission de la donnée pour le domaine bancaire, Open Banking, constitue un enjeu majeur en Australie, ce tournant sera effectif à partir de Juillet 2019.

Depuis des années une véritable guerre d'influence se déroule sur le terrain de la santé. En effet de nombreux industriels, pharmaceutiques ou GAFAM, tentent d'élargir l'accès aux données de santé considérées jusqu'alors comme confidentielles. L'enjeu des données sanitaires pour ces acteurs économiques constitue un point de rupture dans le business model de la santé. Cette dernière est aujourd'hui régie par des paiements à l'acte. Néanmoins à l'avenir, l'analyse instantanée et continue des données biologiques permettra aux GAFAM de proposer une médecine par abonnement. Le patient-consommateur se verra proposer des publicités ciblées et personnalisées en fonction de son état de santé, nouvelle manne financière pour les géants des nouvelles technologies.

BIBLIOGRAPHIE

Alison Banney, « *Alipay users can now use the ewallet to pay Australian BPAY bills* », Finder ,6 avril 2018 (En ligne: <https://www.finder.com.au/chinese-residents-can-now-use-e-wallet-alipay-to-pay-australian-bpay-bills>)

Amnesty International, « Conversations privées ? Classement de 11 entreprises du secteur des technologies en fonction de leur utilisation du chiffrement pour protéger les droits humains », Octobre 2016. (En ligne : <https://www.amnesty.org/fr/documents/pol40/4985/2016/fr/>)

Ana L. Pereira and Ana Maria H. de Alba, « *Understanding the new payment methods, their risks, and opportunities* », Lexis Nexis, April 2014. (En ligne: <https://www.lexisnexis.com/risk/intl/en/resources/whitepaper/Understanding-The-New-Payment-Methods-CSMB.pdf>)

Arnie Cho, « Alipay in Australia and New Zealand, one year on », Global Data, 2017. (En ligne : <https://www.globaldata.com/alipay-australia-new-zealand-one-year>)

Asha McLean, “Australia's Consumer Data Right rules to be shaped around banking”, ZDNet, 12 sept 2018. (En ligne: <https://www.zdnet.com/article/consumer-data-right-rules-to-be-shaped-around-banking/>)

ASX, « ASX outlines new features and timetable for DLT system to replace CHESSE », April 2017. (En ligne: <https://www.asx.com.au/documents/asx-news/asx-chess-replacement-scope-and-implementation-plan.pdf>)

Australian Competition & Consumer Commission, Project Overview “Consumer Data Right”, 26 nov 2017. (En ligne: <https://www.accc.gov.au/focus-areas/consumer-data-right>)

Australian Payments Council, « Australian Payments Plan », December 2015. (En ligne: <https://australianpaymentscouncil.com.au/wp-content/uploads/2015/12/Australian-Payments-Plan-December-2015.pdf>)

Australian Government, Department of the Prime Minister and Cabinet, “The consumer data right”, 2018. (En ligne: <https://dataavailability.pmc.gov.au/consumer-data-right>)

Australian Government, The Treasury, “Consumer Data Right, Fact Sheet”, 9 fev 2018. (En ligne : <https://treasury.gov.au/consultation/c2018-t247313/>)

Australian payments network milestones report, « *The digital Economy* », Ninth report, June 2018. (En ligne: <https://www.auspaynet.com.au/insights/Digital-Economy/milestones-June-2018>)

CBNEditor, “China and WeChat Pay Lead the World in Mobile Payments”, CBN, 3 déc 2018. (En ligne: <http://www.chinabankingnews.com/2018/12/03/china-wechat-pay-lead-world-mobile-payments/>)

Celia Chen and Iris Deng, “WeChat joins list of Chinese technology banned by overseas militaries on security worries”, CNBC, 14 mars 2018. (En ligne: <https://www.cnbc.com/2018/03/14/chinas-wechat-banned-by-australian-military-on-security-grounds.html>)

Christine Kardashian, “Tyro first Australian bank to integrate with Alipay”, Tyro, 28 août 2018. (En ligne: <https://www.tyro.com/press-releases/tyro-first-australian-bank-integrate-alipay/>)

Daniel Van Boom, « Chinese WeChat app banned by Australia's Defence Department », CNET, 12 mars 2018. (En ligne: <https://www.cnet.com/au/news/chinese-wechat-app-banned-australia-defence-department>)

Davd Batch, “The data balancing act, a growing tension between protection, sharing and transparency”, Deloitte, 2018. (En ligne: <https://www2.deloitte.com/au/en/pages/financial-services/articles/data-balancing-act.html>)

David Swan, « Business-only bank Tyro in deal with China’s Alipay », The Australian Business Review, 28 août 2018. (En ligne: <https://www.theaustralian.com.au/business/technology/businessonly-bank-tyro-in-deal-with-chinas-alipay/news-story/780611f181d13f654f6d9c0549598ebb>)

Dylan Bushell-Embling, « Australia ranks 9th for Alipay during Golden Week », Technologies Decisions, 11 oct 2018. (En ligne: <https://www.technologydecisions.com.au/content/it-management/news/australia-ranks-9th-for-alipay-during-golden-week-475581481>)

Europe 1 « Australie et France signent leur contrat à 50 milliards de dollars pour douze sous-marins », 11 fév 2019. (En ligne : <https://www.europe1.fr/international/australie-et-france-signent-leur-contrat-a-50-milliards-de-dollars-pour-douze-sous-marins-3855545>)

George Lekakis, « Tencent chats top Oz bank », Banking Day, 11 déc 2018. (En ligne: https://www.bankingday.com/nl06_news_print.php?selkey=24537)

Important information, Prepaid Cards, Coles Financial Services on the website. (En ligne : <https://financialservices.coles.com.au/prepaid-cards>)

Johnny Lieu, « Australia's Defence department bans messaging app WeChat », Mashable, 13 mars 2018. (En ligne : <https://mashable.com/2018/03/13/wechat-ban-defence-australia/?europe=true>)

Nital Shah, “Why more Australian businesses are turning to WeChat”, AdNews, 17 avril 2018. (En ligne: <http://www.adnews.com.au/opinion/why-more-australian-businesses-are-turning-to-wechat>)

CPSS, « *Payment clearing and settlement systems in Australia* », Red Book, 2011. (En ligne: https://www.bis.org/cpmi/publ/d97_au.pdf)

Productivity Commission Inquiry Report, “Data Availability and Use” Overview & Recommendations No. 82, 31 March 2017. (En ligne: <https://www.pc.gov.au/inquiries/completed/data-access/report/data-access-overview.pdf>)

PWC, “Australian privacy outlook”, 2018. (En ligne; <https://www.pwc.com.au/legal/assets/legal-talk/privacy-outlook-12mar18.pdf>)

Robyn Chatwood, “Australian Consumer Data Right law: what you need to know”, Dentons, 14 dec 2018. (En ligne: <https://www.dentons.com/en/insights/alerts/2018/december/14/australian-consumer-data-right-law-what-you-need-to-know>)

Sarah Simpkins, « NAB launching Alipay in Australia », Investor Daily, 20 nov 2018 (En ligne: <https://www.investordaily.com.au/technology/44003-nab-launching-alipay-in-australia>)

William BELLE, « Australie : un pays sans contact ? », Avec ou Sans contact, 15 juillet 2014. (En ligne : <https://sanscontact.wordpress.com/2014/07/15/australie-un-pays-sans-contact/>)

“Reserve Bank of Australia, Committee on Payment and Settlement Systems of the central banks of the Group of Ten countries, Payment systems in Australia”, BIS Website, juin 1999 (En ligne: <https://www.bis.org/cpmi/publ/d31.pdf>)

WILLIANMS Ruth, “Four pillars back on agenda”, The Sydney Morning Herald, 14 mai 2008, (En ligne: <https://www.smh.com.au/business/four-pillars-back-on-agenda-20080513-2dsk.html>)

SANTI Pascale, “Axa réussit à mettre l'australien National Mutual dans sa poche”, LesEchos, 9 août 1995, (En ligne : https://www.lesechos.fr/09/08/1995/LesEchos/16957-054-ECH_axa-reussit-a-mettre-l-australien-national-mutual-dans-sa-poche.htm)

Dossiers, “En Australie depuis 1881”, BNP Paribas, 2015, (En ligne : <https://histoire.bnpparibas/dossier/en-australie-depuis-1881/>)

“ Register of authorised deposit-taking institutions”, APRA, actualisé le 20 décembre 2018, (En ligne : <https://www.apra.gov.au/register-authorised-deposit-taking-institutions>)

Datacentermap. Colocation Australia. [en ligne].

<https://www.datacentermap.com/australia/> [Accès le 16/12/2018]

Computerworld Staff. “Top 10 Influential : Australian data centres, Cloud expansion”, Computerworld. [en ligne]. (20/12/2011).

https://www.computerworld.com.au/article/410748/top_10_influential_australian_data_centres_cloud_expansion/ [Accès le 16/12/2018]

Computerworld Staff. “Top 10 Influential : Australian data centres, Cloud expansion”, Computerworld. [en ligne]. (20/12/2011).

https://www.computerworld.com.au/article/410748/top_10_influential_australian_data_centres_cloud_expansion/ [Accès le 16/12/2018]

SVERDLIK, Yevgenily. “WikiLeaks Publishes What It Says Is a List of Amazon Data Centers”, DataCenter-Knowledge. [en ligne].

<https://www.datacenterknowledge.com/amazon/wikileaks-publishes-what-it-says-list-amazon-data-centers> [Accès le 16/12/2018]

Google Cloud. Le Cloud intelligent et sécurisé arrive en Australie. [en ligne].

<https://cloud.google.com/about/locations/sydney/> [Accès le 16/12/2018]

Google Cloud. Google Cloud and Australian Privacy Principles [document électronique].

<https://cloud.google.com/files/GoogleCloud-AustralianPrivacyPrinciples.pdf> [Accès le 15/12/2018]

Datacenters.com. Apple Inc. Data Centers. [en ligne].

https://www.datacenters.com/locations?selected_provider=Apple%20Inc.&selected_specialty=cloud%20node [Consulté le 14/12/2016]

FOYE, Brendon. “Alibaba Cloud opens second availability zone in Sydney to make way for financial services”, CRN Connecting The Australian Channel. [en ligne]. (07/06/2018).

<https://www.crn.com.au/news/alibaba-cloud-opens-second-availability-zone-in-sydney-to-make-way-for-financial-services-492884> [Consulté le 15/12/2018]

Tencent Cloud. Tencent Cloud Global Infrastructure. [en ligne].

<https://intl.cloud.tencent.com/global-infrastructure> [Consulté le 15/12/2018]

BELFIORE, Guillaume. « Xiaomi amorce son expansion internationale et installe des datacenters hors de Chine », Clubic. [en ligne]. (22/10/2014)

<https://www.clubic.com/smartphone/android/actualite-734571-xiaomi-amorce-extension-internationale-migre-donnees-hors-chine.html> [Consulté le 15/12/2018]

DIGNAN, Larry. “U.S. vs. China trade war likely to hit data center, IT spending”, ZDNet. [en ligne]. (16/07/2018).

<https://www.zdnet.com/article/u-s-vs-china-trade-war-likely-to-hit-data-center-it-spending/> [Consulté le 14/12/2016]

Australia-United States Free Trade Agreement, Washington, 18 mai 2004. [en ligne]

https://dfat.gov.au/about-us/publications/trade-investment/australia-united-states-free-trade-agreement/Documents/Final_text_aufta.pdf [consulté le 16/12/2018]

Free Trade Agreement between the Government of Australia and the Government of the People's Republic of China, 17 juin 2015. [en ligne]

<https://dfat.gov.au/trade/agreements/in-force/chafta/official-documents/Documents/chafta-agreement-text.pdf> [Consulté le 16/12/218]

GILLIGAN, Danny. Global Data Wars : Building a thriving Data Economy for Australia. [document électronique]. (2016)

<http://reinventure.com.au/wp-content/uploads/2016/10/GlobalDataWarsReportReinventure.pdf> [Consulté le 15/12/2018]

Woolworth. Woolworths now accepting UnionPay debit and credit cards. [en ligne]

https://www.woolworthsgroup.com.au/icms_docs/186042_woolworths-now-accepting-union-pay-debit-and-credit-cards.pdf [Consulté le 16/12/2018]

Australia Trade and Investment Commission. Snapshot guide to online payment platforms for Chinese visitors. [document électronique] (2017)

<https://www.austrade.gov.au/ArticleDocuments/6599/Chinese%20Online%20Payment%20Platforms%20-%20information%20guide.pdf.aspx> [Consulté le 14/12/2018]

Mozo. Payment system UnionPay, gaining popularity in Australia. [en ligne] (07/03/2017)

<https://mozo.com.au/blog/2017/03/payment-system-unionpay-gaining-popularity-australia/> [Consulté le 14/12/2018]

QUT Business School, Business Case : Australia Post. [en ligne] (2014)

https://cms.qut.edu.au/data/assets/pdf_file/0010/558091/blueshift-case-australia-post.pdf
[Consulté le 14/12/2018]

DEKONINK, Basile. En Inde, Visa, Mastercard et American Express sont désormais hors-la-loi. LesEchos.fr. [en ligne]. (16/10/2018)

<https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/0302419845627-en-inde-visa-mastercard-et-american-express-sont-desormais-hors-la-loi-2214106.php> [Consulté le 14/12/2018]

STEFANESCO-LATSA, Alexandre. La carte MIR : élément de la souveraineté bancaire russe. Stratpol. [en ligne]. (29/01/2018).

<https://stratpol.com/carte-mir-souverainete-bancaire/> [Consulté le 14/12/2018].

TARABAY Jamie, « *Australian Government Passes Contentious Encryption Law* », nytimes.com, 6 déc. 2018 (en ligne : <https://www.nytimes.com/2018/12/06/world/australia/encryption-bill-nauru.html>)

MCKENZIE Nick, GRIGG Angus & UHLMANN Chris, “*China uses the cloud to step up spying on Australian business*”, The Sidney Morning Herald, 20 Nov. 2018 (en ligne : <https://www.smh.com.au/business/companies/china-uses-the-cloud-to-step-up-spying-on-australian-business-20181119-p50gze.html>)

MCKENZIE Nick, GRIGG Angus & UHLMANN Chris, “*How China diverts, then spies on Australia's internet traffic*”, The Sidney Morning Herald, 20 Nov. 2018 (en ligne : https://www.smh.com.au/technology/how-china-diverts-then-spies-on-australia-s-internet-traffic-20181120-p50h80.html?fbclid=IwAR3_hkClxzvYWzSWyrjvOjLmF-loCWBhlmOFI42l_keqb7g-KKxSx1OBrE)

CONTRERAS Bastien, « *La Chine accusée par l'Australie de vols répétés de propriété intellectuelle* », clubic.com, 22 nov. 2018 (en ligne : <https://www.clubic.com/antivirus-securite-informatique/virus-hacker-piratage/cybercriminalite/actualite-847619-chine-accusee-australie-vols-repetes-propriete-intellectuelle.html>)

FASSINO Bill, « *Les cyberattaques de représailles sont le seul moyen pour arrêter le cyberespionnage de la Chine* », developpez.com, 21 nov. 2018 (en ligne : <https://www.developpez.com/actu/234242/Les-cyberattaques-de-represailles-sont-le-seul-moyen-pour-arreter-le-cyberespionnage-de-la-Chine-selon-un-ancien-directeur-du-FBI/>)

Arte, reportage « *Chine : le dragon à mille têtes* », 2018 (en ligne : <https://www.arte.tv/fr/videos/060821-000-A/le-dragon-a-mille-tetes/>)

CONTRERAS Bastien, « *Australie : une nouvelle loi sur la cybersécurité inquiète les géants de la tech* », clubic.com, 10 déc. 2018 (en ligne : <https://www.clubic.com/antivirus-securite-informatique/actualite-848374-australie-loi-cybersecurite-inquiete-geants-tech.html?fbclid=IwAR37YMD2kQloT-0Pu3xH1oBtk7Pe8jv9H0xQTzzEtnx1yGOxhYSsy14bXrM>)

« *Cash Transactions Reports Act 1988 No.64* » Australian Government : Federal Register of Legislation (en ligne : <https://www.legislation.gov.au/Details/C2004A03657>)(consulté le 14 dec 2018)

Federal Register of Legislation « *Cheques Act 1986* » Compilation No.13 : Australian Government (en ligne : <https://www.legislation.gov.au/Details/C2017C00074>)(consulté le 14 dec 2018)

« *E-Payments Code* amended 24 March 2016 » : Australian Securities & Investments Commission (en ligne) <https://download.asic.gov.au/media/3798542/epayments-code-published-29-march-2016.pdf> (consulté le 14 dec 2018)

« *Corporations Act 2001* Compilation No. 91 » : Australian Government : Federal Register of Legislation (en ligne : <https://www.legislation.gov.au/Details/C2018C00424>) (consulté le 14 dec 2018)

« *National Consumers Credit Protection Act 2009* Compilation No. 17 » : Australian Government : Federal Register of Legislation (en ligne : <https://www.legislation.gov.au/Details/C2018C00302>) (consulté le 14 oct 2018)

« *Anti-Money Laundering and Counter-Terrorism Financing Act 2006* » : (en ligne : <http://www.austrac.gov.au/businesses/legislation/amlctf-act>) (consulté le 14 dec 2018)

« *Banknotes Legal Tender* : Reserve Bank of Australia » (en ligne : <https://banknotes.rba.gov.au/legal/legal-tender/>) (consulté le 14 dec 2018)

« *Cheques* » : Australian Payment Network (en ligne : <https://www.auspaynet.com.au/network/cheques>) (consulté le 15 dec 2018)

« *New Australian laws to regulate cryptocurrency providers* » : Australian Government AUSTRAC (en ligne : <http://www.austrac.gov.au/media/media-releases/new-australian-laws-regulate-cryptocurrency-providers>) (consulté le 16 dec 2018)

« *The New Payments Platform Facts Sheet and FAQ* » : (en ligne : <https://www.nppa.com.au/wp-content/uploads/2018/02/New-Payments-Platform-Fact-Sheet-and-FAQ.pdf>) (consulté le 17 dec 2018)

MOULLAKIS Joyce, « *Decentralised forms nation's first crypto vault, says bitcoin not a bubble* », Financial Review 15 Jul 2018: en ligne : <https://www.afr.com/business/banking-and-finance/decentralised-forms-nations-first-crypto-vault-says-bitcoin-not-a-bubble-20180713-h12nru> (consulté le 18 dec 2018)

« *Australie : Decentralised Capital lance le premier coffre-fort pour cryptomonnaies du pays* ». CryptoFrance Juillet 2018: (en ligne : <https://www.crypto-france.com/australie-premier-coffre-fort-crypto-monnaies/>) (consulté le 18 dec 2018)

CRYPTUS Eustache, « *World's largest security firms now offers a cold storage vault for crypto investors* », Bitcoinist, 19 oct 2018: (en ligne : <https://bitcoinist.com/the-worlds-largest-security-firm-now-offers-a-cold-storage-vault-for-crypto-investors/>) (consulté le 15 dec 2018)

BOBROVA Daria, « *La RBA a besoin d'un AUD faible* », FBS Courtier Forex, 22 Aug 2018 (en ligne : <https://frfbs.com/analytics/articles/la-rba-a-besoin-dun-aud-faible-11300>) consulté le 15 dec 2018)

« *Naissance du numéro un mondial des solutions de paiement* », Les Echos 10 Aug 2017 : (en ligne : https://www.lesechos.fr/10/08/2017/LesEchos/22505-085-ECH_naissance-du-numero-un-mondial-des-solutions-de-paiement.htm) consulté le 18 dec 2018)

NOTT George, « *CBA capitulates, will support Apple Pay next year* », CIO from IDG, 14 dec 2018: (en ligne : <https://www.cio.com.au/article/650852/cba-capitulates-launch-apple-pay-next-year/?fp=16&fpid=1>) (consulté le 18 dec 2018)

PEYTON Antony, « *MasterCard's \$920m acquisition of Vocalink officially closes* », Fintech Futures. 2nd May 2017 : (en ligne : <https://www.bankingtech.com/2017/05/mastercard-gets-regulatory-approval-to-buy-vocalink/>) (consulté le 17 dec 2018)

JANCI Isabel & CORN Amy, « *Global Payments Completes Acquisition of ACTIVE Network* », Global Payments Service. Driven. Commerce. 06 Sept 2017 : (en ligne : <https://investors.globalpaymentsinc.com/news-releases/news-release-details/global-payments-completes-acquisition-active-network-0>) (consulté le 19 dec 2018)

ANDRE Jean-Baptiste, « *Paysafe racheté par le duo Blackstone/CVC Capital* », Boursier.com 04 Aug 2017 : (en ligne : <https://www.boursier.com/actions/actualites/news/paysafe-rachete-par-le-duo-blackstone-cvc-capital-737143.html>) (consulté le 19 dec 2018)

GEORGIEV Georgi, « *Goldman Sachs and Mike Novogratz invest in cryptocurrency startup Bitgo* », Bitcoinist, 18 oct 2018: (en ligne : <https://bitcoinist.com/goldman-sachs-mike-novogratz-bitgo/>) (consulté le 19 dec 2018)

CAMPBELL Rebecca, « *Security Company G4S To Offer Crypto Custody Service* », Forbes, 18 oct 2018: (en ligne : <https://www.forbes.com/sites/rebeccacampbell1/2018/10/18/security-company-g4s-to-offer-crypto-custody-service/#64e615d145a2>) (consulté le 20 dec 2018)

PEYTON Antony, « *Mastercard's 920\$ m acquisition of Vocalink officially closes* », Fintech Futures, 2nd May 2017: (en ligne : <https://www.bankingtech.com/2017/05/mastercard-gets-regulatory-approval-to-buy-vocalink/>) (consulté le 20 dec 2018)

ANDRE Jean-Baptiste, « *Paysafe racheté par le duo Blackstone/CVC Capital* », Boursier.com, 04.08.2017: (en ligne : <https://www.boursier.com/actions/actualites/news/paysafe-rachete-par-le-duo-blackstone-cvc-capital-737143.html>) (consulté le 20 dec 2018)

Submarine Cable Map Australia : (en ligne : <https://www.submarinecablemap.com/#/>) (consulté le 20 dec 2018)

« *World Internet Users and 2018 Population Stats* », Internet World Stats, juin 2018 [En ligne] <https://www.internetworldstats.com/stats.htm>

« *Le marché des services financiers et de la FinTech en Australie* », Business France, 2018 [En Ligne] <https://export.businessfrance.fr/australie/001B1805529A+le-marche-des-services-financiers-et-de-la-fintech-en-australie.html>

« *Directory of Australian FinTech Companies* », FinTech Australia, 2018 [En ligne] <https://australian-fintech.com.au/directory-all/>

« *EY FinTech Australia Census 2018 Profiling and defining the FinTech Sector* », Ernst & Young, 2018 [En ligne] <https://fintechcensus.ey.com/2018/>

« *What is FinTech ?* », FinTech Australia, oct 2017 [En ligne] <https://fintechaustralia.org.au/learn/>

« *Étude économique et risque pays de l'Australie* », Coface, janv 2018 [En ligne] <https://www.coface.fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Australie>

« *What is FinTech ?* », FinTech Australia, oct 2017 [En ligne] <https://fintechaustralia.org.au/learn/>

« *FY2018, Results Presentation* », AfterPayTouch, 2018 [En ligne] <https://www.afterpaytouch.com/images/FY2018-Results-Presentation.pdf>

MCDULING John, « *Afterpay and the US: a match made in heaven, or a potential disaster ?* », The Sydney Morning Herald, 03/09/2018 [En ligne] <https://www.smh.com.au/business/companies/afterpay-and-the-us-a-match-made-in-heaven-or-a-potential-disaster-20180902-p5018x.html>

« How it works ? », MoneyPlace, 2018 [En ligne] <https://moneyplace.com.au/how-it-works>

Fabric.ac, Fabric, 2018 [En ligne] <https://www.fabric.ac/>

« *Services* », Fabricgroup, 2018 [En ligne] <https://www.fabricgroup.com.au/>

ANNEXES

Annexe 1 : L'Encadrement de la sphère financière : acteurs et moyens de paiement

A. Les acteurs financiers

La Banque en Australie est contrôlée par la législation du Commonwealth. Le système financier australien est traditionnellement composé de trois grands types d'institutions⁹² :

- Les banques, autorisées à opérer en Australie
- Les autres intermédiaires financiers (sociétés de crédit foncier, banques mutualistes, sociétés de marché monétaire, sociétés de financement)
- Les assureurs et gestionnaires de fonds (caisses d'assurance-vie, assureurs, fonds de pension)

Les banques, les sociétés de crédit foncier et les banques mutualistes sont les principaux fournisseurs de services de paiement en Australie.

La loi sur les banques de 1959 prévoit l'autorisation des établissements financiers en Australie et leur surveillance par l'Autorité Australienne de Réglementation Prudentielle (APRA). Cet organisme permet également à d'autres institutions financières d'offrir des services bancaires, y compris des services de paiement.

Des modifications profondes ont été apportées au système financier australien en 1998, suite à une enquête menée par le comité Wallis pour analyser les forces motrices du changement dans le système financier australien et conseiller sur les moyens d'améliorer la réglementation « *Arrangements* ». Le système australien est encore aujourd'hui basé sur les préconisations du rapport Wallis.

1. La naissance des premières banques

La première banque à s'être établie en Australie est la Bank of New South Wales, à Sydney en 1817. Au cours du 19^e et début du 20^e siècle, la banque a ouvert plusieurs succursales en Australie. Jusque dans les années 1960, cette banque dominait le secteur bancaire australien.

En 1834 puis 1858 se sont respectivement créées la Commercial Banking Company of Sydney et la National Bank of Australia. Ces dernières ont ouvert plusieurs succursales en Australie et ont absorbé, au fil des ans, plusieurs de leurs concurrentes. Ces deux banques ont fusionné en 1982 pour former la National Commercial Banking Corporation of Australia aujourd'hui appelée National Australia Bank.

En 1951, deux banques londoniennes, l'ANZ (auparavant Bank of Australia créée en 1835) et l'Union Bank of Australia (créée en 1837) ont fusionné. En 1970, celle-ci a fusionné avec une troisième banque londonienne la English, Scottish and Australian Bank (créée en 1852). Il s'agit de la plus grande fusion de l'histoire bancaire australienne qui a donné naissance à l'Australia and New Zealand Banking Group Limited.

En 1893 la crise bancaire australienne a conduit à la faillite de 11 banques dont la National Bank of Australia.

⁹² CPSS, « *Payment clearing and settlement systems in Australia* », Red Book, 2011

2. Le tournant de l'année 1910

Jusqu'en 1910, les banques pouvaient émettre des billets de banque privés, à l'exception du Queensland qui émettait également des billets de trésorerie. Les billets de banque privés n'avaient pas de cours légal, sauf pendant une brève période en 1893 en Nouvelle-Galles du Sud. Il existait cependant des restrictions à leur émission et d'autres dispositions pour la protection du public. Les billets de trésorerie du Queensland avaient cours légal dans cet État.

Les billets de banque privés et de trésorerie ont continué à circuler jusqu'à ce que le Parlement fédéral adopte *la loi australienne sur les billets de 1910*, qui interdisait la circulation des billets en tant qu'argent. La *loi 1910 sur la taxe des billets de banque* imposait, quant à elle, une taxe prohibitive de 10% par an « sur tous les billets de banque émis ou réémis par toute banque du Commonwealth et non rachetés ». Ces lois ont mis fin à l'émission de billets par les banques.

En 1910 la livre australienne est enregistrée comme monnaie légale en Australie.

En 1911 le gouvernement fédéral a créé la Commonwealth Bank. En 1913, cette banque possédait déjà plusieurs succursales. Au fil des ans, la Commonwealth Bank a repris plusieurs banques régionales, particulièrement dans les années 30, durant la Grande Dépression. Enfin en 1991 celle-ci a repris la State Bank of Victoria (fondée en 1842), alors en faillite.

À partir de 1920, la Commonwealth Bank a rempli certaines fonctions de banque centrale. Ces fonctions ont été considérablement étendues au cours de la Seconde Guerre mondiale. Mais ce fonctionnement a eu des conséquences néfastes pour les autres banques et en 1960 la Reserve Bank of Australia a été créée pour assumer les fonctions de banque centrale. La Reserve Bank assure notamment la gestion de la monnaie, la masse monétaire et le contrôle des changes.

3. Une réglementation stricte

En réponse à la Grande Dépression, les banques australiennes ont mis en place une réglementation stricte. Jusque dans les années 1980, il était difficile pour une banque étrangère d'établir des succursales en Australie. Le pays comptait donc peu de banques.

D'autre part, les banques australiennes étaient classées en deux catégories : caisses d'épargne et banques commerciales. L'activité des caisses d'épargne se limitait principalement à des prêts hypothécaires. La majorité de celles-ci appartenaient aux gouvernements des États. Les banques commerciales étaient essentiellement des banques de commerce, qui ne fournissaient pas de services au grand public.

En raison de ces restrictions, d'autres organismes financiers non bancaires se sont développés dans le pays tels que les sociétés de crédit immobilier et les banques mutualistes. Celles-ci étaient régies par les lois des États et étaient soumises à des réglementations moins strictes. Elles pouvaient établir des taux d'intérêt plus élevés, mais étaient limitées dans la gamme de services qu'elles pouvaient offrir. Surtout ces organismes n'étaient pas autorisés à se nommer "banques".

4. Déréglementation

Le secteur bancaire a été lentement déréglementé. Dans les années 60, la distinction et la séparation des caisses d'épargne et banques commerciales ont été supprimées. Toutes les banques ont été autorisées à opérer sur le marché monétaire et à fixer leurs taux d'intérêt. Les sociétés de crédits immobilier ont été autorisées à prendre des dépôts auprès du public. Le contrôle des changes a été supprimé et le dollar australien a été autorisé à « flotter » à partir de décembre 1983.

En 1980, le secteur bancaire connaît une période difficile durant laquelle certaines banques se démarquent et acquièrent une place de leader sur le marché. L'histoire des banques australiennes a été marquée par de nombreuses fusions et acquisitions.

La propriété directe du gouvernement australien sur les banques a cessé avec la privatisation totale de la Commonwealth Bank entre 1991 et 1996. En décembre 1998, il y avait 46 banques⁹³ en Australie autorisées en vertu de la loi sur les banques de 1959. (cf. annexe n° 2 : liste complète des banques en Australie)

5. Les Big Four

En 1990, le gouvernement a adopté la stratégie « des quatre piliers » pour le secteur bancaire en Australie et a annoncé qu'il refuserait toute fusion entre les quatre grandes banques :

- National Australian Bank (NAB)
- Commonwealth Bank (CBA)
- Australia and New Zealand Banking Group (ANZ)
- Westpac (WBC)

L'interdiction de fusion concerne également les 2 plus gros assureurs :

- AMP
- National Mutual

Cette politique fait suite à la tentative de fusion entre la National Australia Bank et la National Mutual à laquelle s'est opposé le trésorier Paul Kaeting⁹⁴. Il pensait ainsi garantir le caractère concurrentiel du marché. Néanmoins, cette politique n'a pas empêché ces 4 banques d'acquérir des concurrents plus petits.

En 1997, le « rapport Wallis » préconisait le démantèlement de cette « politique des quatre piliers » pour accorder les mêmes droits que les autres entreprises en fusion acquisition aux acteurs concernés. En réponse à ce rapport, le gouvernement a levé le statut de pilier des deux assureurs. National Mutual a été rachetée par Axa en 1995⁹⁵.

Les activités bancaires en Australie sont toujours dominées par quatre grandes banques. Si certains économistes libéraux ont critiqué cette politique qui limite la taille des banques australiennes et ainsi leur compétitivité sur le plan international, d'autres la considèrent comme un vecteur de stabilité ayant permis de résister à la grande crise financière de 2008.

6. Les autres banques

De nombreuses petites banques, y compris régionales, sont présentes en Australie. Au fil des ans, certaines d'entre elles ont acquis du pouvoir et se sont placées parmi les leaders, aux côtés des Big Four. Parmi elles, nous pouvons citer :

- Bendigo & Adelaide Bank
- Suncorp – Metway
- The Bank of Queensland
- Macquarie Bank Limited

⁹³ Reserve Bank of Australia, "Committee on Payment and Settlement Systems of the central banks of the Group of Ten countries, Payment systems in Australia", BIS Website, juin 1999

⁹⁴ WILLIAMS Ruth, "Four pillars back on agenda", The Sydney Morning Herald, 14 mai 2008

⁹⁵ SANTI Pascale, "Axa réussit à mettre l'australien National Mutual dans sa poche", LesEchos, 9 août 1995

7. Les banques étrangères

Les banques anglaises sont depuis toujours présentes en Australie du fait du passé commun des deux pays. Une des rares banques historique, étrangère, en Australie est le Comptoir d'escompte de Paris (aujourd'hui BNP Paribas). Ce dernier a ouvert deux agences à Melbourne et Sydney en 1881⁹⁶. Durant la seconde guerre mondiale le agences du Comptoir de Paris en Australie sont assujetties au « Trading with the Enemy Act » et passent sous tutelle de la Commonwealth Bank. Toutefois, la bonne entente de ces organisations permet aux agences du Comptoir de Paris de retrouver progressivement leur liberté.

En 1970, le Comptoir de Paris, devenu BNP en 1966, participe à la création de l'Australian European Finance Corporation aux côtés de la Commonwealth Bank. Le but de cette nouvelle institution est de financer des projets australiens grâce à des fonds européens.

An 1980, BNP est la banque étrangère la plus puissante en Australie. En 1981, l'Australie ouvre son marché aux sociétés étrangères, sous certaines conditions.

Les banques étrangères souhaitant exercer une activité bancaire en Australie doivent obtenir une autorisation bancaire émise par l'APRA en vertu de la loi sur les banques. Celle-ci peuvent être présentes de différentes façons en Australie, sous la forme de filiales de banques étrangères ou des succursales de banques étrangères qui ne peuvent pas proposer les mêmes services et obéissent à des réglementations différentes. Il y a 36 banques à capitaux étrangers en Australie ; 25 opèrent en tant que succursales et 11 en filiales.

8. Les filiales de banques étrangères

Les banques étrangères qui exercent des activités de banque de détail doivent posséder une licence bancaire complète. Il existe un certain nombre de filiales de banques étrangères, mais seules quelques-unes sont présentes dans la banque de détail⁹⁷ :

- Arab Bank Australia Limited
- Bank of China (Australia) Limited
- Bank of Sydney Ltd
- Citigroup Pty Limited
- HSBC Bank Australia Limited
- ING Bank (Australia) Limited
- Rabobank Australia Limited

HSBC est l'une des 10 banques les plus importantes d'Australie

9. Les succursales de banques étrangères

Les succursales de banques étrangères effectuent généralement des opérations de gros, de commerce et de change. (cf : annexe n°3 liste complète des succursales de banques étrangères en Australie). Les succursales influentes en Australie sont la BNP Paris, la Taiwan Business Banque et la MUFG Bank (Banque de Tokyo Mitsubishi Ltd)

⁹⁶ Dossiers, "En Australie depuis 1881", BNP Paribas, 2015

⁹⁷ "Register of authorised deposit-taking institutions", APRA, actualisé le 20 déc 2018

10. Les sociétés de crédit foncier

Une société de crédit foncier (Building society) est une institution financière appartenant à ses membres comme une organisation mutualiste. Les sociétés de crédit foncier proposent des offres bancaires et des services financiers, en particulier l'épargne et le prêt hypothécaire. Ces sociétés existent uniquement dans les pays appartenant au Commonwealth. Celles-ci fournissent également d'autres services de banque de détail, tels que des comptes courants, des cartes de crédit etc.

Les 3 sociétés de crédit foncier autorisées par l'APRA sont⁹⁸ :

- Australian Unity Bank Limited
- Maitland Mutual Building Society Limited
- Newcastle Permanent Building Society Limited

11. Les banques mutualistes

Le système des banques mutualistes, particulièrement présent en Europe, s'est exporté en Australie. Ces établissements sont donc répandus dans le pays depuis les années 1980. (cf annexe n°4 liste complète des banques mutualistes en Australie).

Ces différentes institutions financières interagissent au niveau international par le biais du protocole interbancaires SWIFT que nous allons nous attacher à étudier.

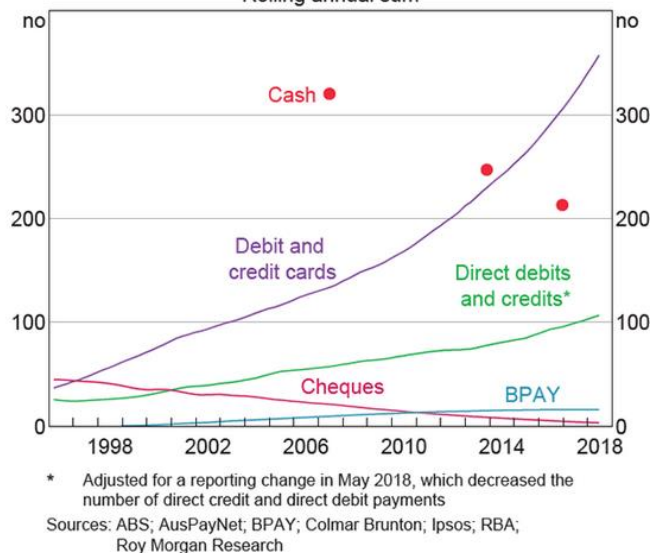
⁹⁸ "Register of authorised deposit-taking institutions", APRA, actualisé le 20 déc 2018

B. Moyens de paiement et législation en vigueur

Payments System Board Annual Report – 2018

Graph 1

Transactions per Capita Rolling annual sum



Il existe deux catégories de moyens de paiement. Selon le rapport établi par la Reserve Bank of Australia de 2011⁹⁹, il y'a d'une part les paiements réalisés par des espèces et d'autre part les paiements non réalisés en espèces. Dans cette dernière catégorie, on y retrouve les chèques et les autres moyens similaires ; les virements électroniques et prélèvements automatiques ; les cartes de paiements, à savoir les cartes de débit, les cartes de crédit, les cartes rechargées et les cartes prépayées.

1. Moyens de paiement traditionnels

a. Paiement en espèces

La réglementation concernant les espèces repose sur le *Cash Transaction Report Act de 1988*¹⁰⁰.

La dernière mesure en date vise à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la législation adoptée en 2006, l'*Anti-Money Laundering and Counter-Terrorism Financing Act (AML/CTF)*. Le gouvernement Turnbull a fixé une limite dans le budget de 2018, qui a pour but de restreindre le montant des paiements en espèces pour régler l'achat de biens ou de services à hauteur de 10 000\$.

Les bases juridiques, datant de 1959, combinées au *Reserve Bank Act*, plus particulièrement son paragraphe 36, disposent que les billets de banques australiens ont cours dans tout le pays. Le paiement par pièces est lui aussi encadré. Par la loi de 1965 sur la monnaie. Cette dernière dispose que les

⁹⁹ « *Payment clearing and settlement systems in Australia* », CPSS – Red Book – 2011

¹⁰⁰ *Cash Transactions Reports Act 1988 No.64*, Australian Government : Federal Register of Legislation

pièces ont cours légal pour les paiements de montant limité.¹⁰¹ Ce n'est pas la Reserve Bank qui exerce la haute main sur la monnaie, cette tâche incombe à la Monnaie Royale Australienne.

De plus le *Financial Transaction Report Act* de 1988 dispose que la monnaie comprend les pièces et les billets ayant cours légal et qui circulent, sont échangés, acceptés, et utilisés sur le territoire.

Dans le climat de lutte anti-terroriste mondiale, l'Australie elle aussi touchée par l'islamisme radical a légiféré afin de lutter contre le financement du terrorisme.

Comme le rappelle le FTR Act, toute personne maniant des sommes en espèces supérieures ou égales à 10 000\$ australiens ou équivalent en monnaies étrangères, doit le notifier à l'AUSTRAC (*Australian Transactions Report and Analysis Centre*), par le biais d'un SCRT (un rapport sur les transactions significatives en espèces) et se soumettre à un contrôle.

b. Chèque

Concernant le chèque, selon la législation, il s'agit d'un acte qui doit être accompli de bonne foi. Ce moyen de paiement est néanmoins résiduel sur le territoire comme le rappelle l'*Australian Payments Network*¹⁰² son usage a chuté de 77% en l'espace de dix ans.

c. ATM

Les guichets automatiques autorisent les retraits en espèces et les demandes de renseignements sur le solde du compte. Certains permettent également de réaliser des dépôts, des virements entre comptes et de commander des carnets de chèques. L'avenir des guichets automatiques est aujourd'hui incertain. En effet, en 2008 on comptait 78 millions de retraits par mois pour seulement 51 millions de nos jours¹⁰³. L'explosion de l'utilisation des moyens de paiement dématérialisés, en particulier des cartes de crédit pose la question de l'existence, à terme, des espèces.

d. Cartes de paiement

Concernant les cartes de débits, il existe un système propre à l'Australie qui prend le nom de EFTPOS. Ce système est géré par la société Eftpos Payments Australia Ltd. Les principaux membres de cette société sont l'Australia and New Zealand Banking Group, Australian Settlements Limited, Bank of Queensland, Citigroup, Commonwealth Bank of Australia, First Data Network Australia, National Australia Bank, Paypal et Westpac Banking Corporation.

Les cartes de débit ou crédit EFTPOS ne peuvent fonctionner en dehors du territoire que si celles-ci portent les logos MasterCard / Maestro / Cirrus ou Visa / Plus ou d'autres logos similaires.

Les cartes de magasin ont été exclues des systèmes EFTPOS et ATM. Par conséquent, plusieurs grands comptes de magasin ont conclu des accords avec des réseaux de cartes de crédit afin que celles-ci soient largement acceptées (exemple : Coles avec Master Card¹⁰⁴).

¹⁰¹ *Banknotes Legal Tender*, Reserve Bank of Australia

¹⁰² *Cheques*, Australian Payment Network

¹⁰³ Finder.com, *State of the Credit Card Market Report*, 2018

¹⁰⁴ Important information, Prepaid Cards, Coles Financial Services on the website.

e. Législation australienne en matière de cartes de crédit, de débit et cartes prépayées

La principale législation concerne l'interdiction des surtaxes excessives, qui seraient appliquées par des entreprises lors d'un paiement par le biais de certains moyens de règlement (carte de crédit). La société engage certains frais financiers lors du traitement de la transaction et les coûts sont versés par la société concernée à sa banque. Afin d'élargir leurs marges, certaines sociétés répercutent le coût en question sur le prix de vente initial du produit ou du service. Afin de lutter contre cette pratique, la législation australienne a légiféré le 25 février 2016 par le biais du *Competition and Consumer Amendment (Payments surcharges) Act* qui a valeur législative¹⁰⁵. La réforme accroît en particulier les prérogatives de l'*Australian Competition and Consumer Commission (ACCC)*. Cette interdiction de surtaxes excessives fait écho aux normes en vigueur au sein de la *Reserve Bank of Australia*. Ceci enjoint aux entreprises désirant imposer un coût à leurs clients de répercuter uniquement les coûts que l'entreprise a facturés pour accepter le règlement du prix par cette forme de paiement. L'interdiction s'impose à toutes les sociétés.

La Reserve Bank liste les modes de paiements couverts par l'interdiction :

- f. EFTPOS (cartes de crédit et prépayée)
- g. Mastercard (crédit, débit et prépayée)
- h. Visa (crédit, débit et prépayée)
- i. American Express « Compagnon » (si les cartes ont été émises par un fournisseur australien).

Ne sont pas inclus dans cette interdiction :

- j. BPay
- k. PayPal
- l. Les cartes Diners Club
- m. UnionPay
- n. American Express (émises par American Express directement)
- o. Les espèces
- p. Les chèques.

Cette interdiction vient compléter la loi australienne sur la consommation interdisant aux entreprises les déclarations fausses ou trompeuses sur les prix.

La *Reserve Bank of Australia*¹⁰⁶ rappelle que les taux pratiqués en fonction des cartes de crédits sont faibles mais cependant varient entre les sociétés émettrices de ces cartes. Dans le cas d'EFTPOS le taux pratiqué est inférieur à 0,5%. Les taux sont plus élevés pour les paiements par Visa ou MasterCard et oscillent entre 1 et 1,5%. Pour un paiement par American Express le taux est compris entre 1,5 et 2%.

L'ACCC gère l'application de ces dispositions légales. Celle-ci peut engager des actions en justice et appliquer des pénalités pour violation de la législation.

La législation encadrant les cartes de crédit, débit et prépayées est contenu dans la loi *Payment System (Regulation) Act* de 1998. La section n°3 établit les règles applicables au marché pour les transactions effectuées avec ces cartes. Cette section a été établie en 2016.

¹⁰⁵ *Credit, debit and prepaid cards surcharges*, Australian Competition & Consumer Commission

¹⁰⁶ *Q&A Card Payment Regulation*, Reserve Bank of Australia

f. Affrontement entre Master Card, Visa, UnionPay et Bankcard

Concernant les cartes de paiement, il importe de s'intéresser à leur fonctionnement. C'est sur ce principe simple qu'est apparue la première carte de crédit suivie en 1974 par la Bankcard australienne. Cette carte de crédit a été mise sur le marché suite à l'association des 9 plus grosses banques australiennes au sein de la Bankcard Association of Australia¹⁰⁷. La Bankcard a été une révolution dans la vie du consommateur australien qui n'avait à l'époque que la possibilité de souscrire à une American Express ou des cartes de magasin, très coûteuses et restrictives.

A son apogée, la Bankcard a compté 5 millions d'utilisateurs, mais a vite été détrônée par l'arrivée sur le marché australien des américains Visa et Mastercard. Leur politique de prix agressive n'a pas été le seul argument que les australiens ont retenu. En effet, comme nous l'avons vu, le système sur lequel repose le fonctionnement des cartes de crédits est celui des partenariats entre institutions financières. Le réseau couvert par Visa et MasterCard, à l'époque, était déjà mondial, ce qui a fini de convaincre les consommateurs australiens d'abandonner leur carte de crédit nationale. Bankcard a ainsi été retirée du marché en 2006.

En 2016, Visa et Mastercard représentaient à eux deux 90% des achats effectués par carte de crédit et 80% du montant total des achats effectués par carte. Les 11% restant sont détenus par American Express pour 20% de la valeur totale des achats¹⁰⁸. Il est important de noter ici que 100% des cartes de paiement émises en Australie fonctionnent grâce aux réseaux VISA, MasterCard, American express (dont les sièges sociaux sont américains).

UnionPay, l'équivalent chinois de ces sociétés, se développe sur le marché australien. Cette société représente à elle seule la somme des cartes de paiements tamponnées Visa ou Mastercard. Ce géant s'est d'abord développé sur son marché domestique, bénéficiant de plus de 700 millions de consommateurs chinois pour monter en puissance avant de s'attaquer à l'international. En 2017, UnionPay comptait plus de 6 milliards de cartes de paiement et une présence dans 160 pays proposant ses services à plus de 36 millions de commerçants et 2 millions d'ATM¹⁰⁹. La stratégie qu'a suivie la firme pour son développement à l'international a été de suivre de près les destinations touristiques préférées des classes moyennes chinoises. L'Australie, destination privilégiée accueillait en 2017 1.2 millions d'entre eux pour un chiffre d'affaires global de 9,2 milliards de dollars, soit 8000 dollars par tête¹¹⁰. On comprend ainsi assez facilement l'aisance à persuader les commerçants australiens de proposer des paiements via UnionPay. Celle-ci couvre aujourd'hui 30 000 ATM, soit 90% des distributeurs sur le territoire australien et 70% des terminaux de paiement acceptent aujourd'hui ses cartes de paiement¹¹¹. Des magasins comme Woolworths, supermarchés très représentés sur le territoire australien font également des étudiants chinois inscrits dans les universités australiennes une cible de premier choix. La chaîne a sélectionné ses magasins les plus proches des universités pour capter ce nouveau marché.

Cette course au développement du marché des cartes à puce touche également les fabricants de circuits imprimés. Ces derniers permettent aux différents lecteurs d'identifier le compte rattaché à la carte et de passer une commande par voie électronique. On retrouve dans cette catégorie d'acteurs des fondeurs comme Atmel, STMicroelectronics ou encore Microchip. Ces activités étaient historiquement basées en Europe et plus particulièrement en France dans le bassin grenoblois. Mais elles ont subi des restructurations et des rachats en cascade, comme ce fut le cas pour Thomson-SCF en 2000

¹⁰⁷CPSS, Red Book. *Payment, clearing and settlement systems in Australia*, 2011.

¹⁰⁸Quandl. Market Shares Of Credit And Charge Card Schemes.

¹⁰⁹Woolworth. Woolworths now accepting UnionPay debit and credit cards, 6 fév 2017.

Australia Trade and Investment Commission. Snapshot guide to online payment platforms for Chinese visitors, 2017.

¹¹¹Mozo. Payment system UnionPay, gaining popularity in Australia, 7 mars 2017.

qui a dû céder son activité de circuit imprimés à l'américain Atmel. Le cas de Gemplus, fabricant français qui fut la cible d'une prise de contrôle controversé au début des années 2000 par l'américain Texas Pacific Group, démontre une volonté expansionniste des entreprises américaines.

Face à ce marché tendu, l'Australie tente de faire émerger des champions nationaux. Dans ce pays leader de l'industrie minière et possédant toutes les matières premières nécessaires à la création de cartes à puce, deux sociétés se démarquent : BEC Manufacturing et PCB Global.

Dans le match à mort qui oppose à présent au grand jour les Etats-Unis et la Chine, les parts de marché de ces sociétés de distribution sont vitales et représentent des enjeux de puissance pour les Etats auxquelles elles sont rattachées. Il faut bien comprendre dans le cas de l'Australie la partie qui se joue entre ces deux superpuissances. L'une est un partenaire historique en matière politique, militaire et économique et l'autre est son premier client et partenaire économique. La Chine est également la puissance émergente à laquelle l'Australie s'attache pour assurer sa propre croissance. Le gouvernement de Canberra joue donc un jeu dangereux, parfois sur deux tableaux. Cette position ambiguë de l'Australie ne perdurera pas, notamment sur le marché des cartes de paiement. Après s'être fait évincer d'Inde¹¹² ou de Russie¹¹³ suite aux sanctions américaines et européennes, VISA et MasterCard ne peuvent pas se permettre de perdre de nouveaux marchés. L'Australie bénéficiera donc d'une double attention de son allié américain sur cette question.

Avec le développement du système des paiements par carte bancaire nous avons également vu apparaître une course sur le marché des terminaux de paiements. On trouve en grande majorité dans les magasins australiens les terminaux de trois fabricants : Ingenico, Verifone et PAX Technology. Le premier, leader mondial d'origine française est en guerre ouverte avec son concurrent américain pour conforter sa place en Australie, sans compter sur l'arrivée du chinois PAX Technology qui tente de tirer à son avantage cette bataille. Afin de gagner des parts de marché, ces trois groupes se sont lancés dans une course à la croissance externe, rachetant, au fil des années des entreprises pouvant compléter leur offre de services¹¹⁴.

g. Australia Post

Il existe également le système du mandat postal. C'est l'Australia Post qui permet d'effectuer des paiements par téléphone, par Internet ou par guichet dans ses points de vente. Ces paiements par guichet peuvent être réalisés à l'aide de chèques, d'espèces, de cartes de débit et de cartes de crédit. L'Australia Post peut également traiter les paiements de factures dans des comptes bancaires désignés par les émetteurs.

De plus, il est important de rappeler que l'Australia Post, lors de sa privatisation, a fait le choix d'un partenariat avec UnionPay afin d'offrir ses solutions dans ses modes de paiement¹¹⁵. Le géant chinois gagne donc de plus en plus de terrain y compris dans des activités non touristiques.

h. Virement électronique

Concernant les virements électroniques et les prélèvements automatiques, il existe deux systèmes : le Bulk Electronic Clearing System (BECS) et le BPAY. Le premier est utilisé par les entreprises

¹¹² DEKONINK Basile, *En Inde, Visa, Mastercard et American Express sont désormais hors-la-loi*, LesEchos.fr. 16 oct 2018

¹¹³ STEFANESCO-LATSA, Alexandre. *La carte MIR : élément de la souveraineté bancaire russe*. Stratpol, 29 janv 2018.

¹¹⁴ Ingenico Group, *Ingenico ramps up its transformation: Acquisition of Bambora*, 2017.

¹¹⁵ QUT Business School, *Business Case: Australia Post*, 2014.

et les ministères pour les paiements réguliers (ex : salaires, factures, ...). Le second est employé par les particuliers et certaines entreprises et fonctionne par internet ou par téléphone.

BPAY développé par BPAY Group, filiale de Card Link Services appartenant à parts égales aux « Big Four » australiens – rend possible, depuis 2008 de payer ses factures via une plateforme bancaire sur smartphone. Le groupe proposait ce service depuis 1997 mais au moyen d'un appel téléphonique. La banque ANZ a été la première à proposer ce service via sa plateforme.

D'après le rapport¹¹⁶ de BPAY Group du mois de mai 2018 : « *En moyenne, une personne paye entre 5 à 6 factures par mois et environ 60% des australiens utilisent BPAY pour payer ces factures. [...] Par conséquent, plus d'1,5 million de paiements via BPAY sont réalisés par jour pour une valeur supérieure à 1,5 Mds AUD.* »

2. Nouveaux moyens de paiement

a. Paiement mobile

Le paiement mobile en Australie s'est bien développé puisqu'il a été recensé qu'en 2017, 88% de la population possède un smartphone et que 3/5 d'entre eux, l'utilisent pour effectuer des paiements¹¹⁷. Il existe trois variantes de paiement mobile¹¹⁸ :

- « Digital Wallets » où les utilisateurs associent leurs comptes bancaires, leurs cartes de débit et de crédit directement à un compte en ligne (exemple : PayPal, Payzen, Google Wallet). Ces « portefeuilles numériques » regroupent toutes les informations de paiement des utilisateurs au même endroit. Cela offre une sécurité supplémentaire dans la mesure où le fournisseur auprès duquel il achète, ne reçoit jamais les informations relatives à sa carte de crédit. Néanmoins, ces données personnelles appartiennent aux différents fournisseurs de solutions. L'Australie n'est donc pas propriétaire de ces dernières.
- « Mobile Wallets » offre la même sécurité et la même commodité que les portefeuilles numériques. Les utilisateurs doivent d'abord créer un portefeuille numérique avec l'un des fournisseurs, puis activer leur portefeuille mobile sur leur appareil mobile en téléchargeant l'application correspondante du fournisseur. Cela permet aux utilisateurs d'utiliser leurs smartphones pour effectuer des paiements chez n'importe quel commerçant avec un lecteur spécifique. Par exemple, on retrouve Apple Pay, Samsung Pay et Google Pay.
- « Mobile Credit Card Payments » permet aux lecteurs de carte de crédit mobiles de se connecter directement à un smartphone. Ces lecteurs fonctionnent comme des machines classiques mais ont la particularité d'être portables. Ils fonctionnent avec l'appui d'une application comme par exemple iZettle, Square, PayWave ou encore PayPass.

Samsung a sorti le 20 Août 2015 son application Samsung Pay, qui est un porte-monnaie intelligent permettant d'utiliser les cartes de fidélité via son smartphone mais aussi et surtout permettant le paiement sans contact avec son smartphone (NFC). Le service se déploie à partir du 15 Juin 2016 en Australie. Les deux premiers partenaires seront American Express et CitiBank, aujourd'hui Samsung Pay est partenaire avec une cinquantaine de banques dont celles du « Big Four ».

¹¹⁶ BPAY Group, *Most Australians still choose BPay to pay their bills*, 14/05/2018

¹¹⁷ Australian payments network milestones report, « *The digital Economy* », Ninth report, June 2018

¹¹⁸ Ana L. Pereira and Ana Maria H. de Alba, « *Understanding the new payment methods, their risks, and opportunities* », Lexis Nexis, April 2014

Le porte-monnaie intelligent permet par un simple *swipe-up* d'effectuer un paiement, sécurisé par empreinte digitale, iris ou code PIN permettant l'authentification et la validation du processus (Samsung KNOX). Les détails de la carte bancaire ne sont pas transmis aux vendeurs.

Samsung est loin d'être la seule multinationale à avoir surfé sur la vague des FinTech. Les GAFAs ont chacun leur propre service comme Google avec Google Pay (anciennement Android Pay) lancé en septembre 2015 et présent en Australie depuis juillet 2016 ; Amazon avec Amazon Pay lancé en 2007, non présent en Australie ; Facebook avec Messenger Payment lancé en 2015, bientôt présent en Australie ; Apple avec Apple Pay lancé en 2014 et souhaitant s'établir en Australie depuis 2015, venant seulement d'obtenir un accord avec la Commonwealth Bank¹¹⁹.

b. QR et NFC

Le paiement par QR Code se développe également. En effet, plus de 25000 détaillants proposent des services tels que Alipay ou WeChat Pay pour satisfaire le marché touristique chinois.

Le paiement par NFC s'est développé en Australie. La Commonwealth Bank a déployé son service de paiement « Tap&Pay » en partenariat avec MasterCard ainsi que des stickers « PayTag » sans contacts à coller derrière son mobile.

Depuis mars 2018, il est possible de payer les transports en commun (ferry et trains) avec une carte sans contact (MasterCard, American Express ou Visa) ou bien via un smartphone. AusPayNet a travaillé en collaboration avec le secteur bancaire et les autorités de transport pour élaborer un cadre national prenant le nom de « Open Loop ». Les banques peuvent donc collecter des données quant à la mobilité de leurs clients.

c. Législation australienne sur le E-Paiement (virements électroniques, paiement mobile, QR et NFC)

Le *E-Payments Code*, dans sa dernière version, est entré en vigueur le 29 mars 2016¹²⁰. Il régleme les paiements électroniques, comprenant également les guichets électroniques, les transactions via EFTPOS, les transactions par cartes de crédit, les paiements en ligne, les transactions internet et via mobile ainsi que les transactions via BPAY. Ce code existait déjà en 1986, sous le nom d'*Electronic Funds Transfers Code of Conduct*. Sa gestion et sa remise à jour sont confiées à l'ASIC (*Australian Securities and Investments Commission*). Ce code vient compléter la législation déjà effective et régie par le *Corporations Act* de 2001¹²¹ ainsi que le *National Consumers Credit Protection Act* de 2009¹²². Ce code a pour but d'enjoindre les sociétés accréditées de fournir aux consommateurs les informations relatives à la modification des conditions générales, les recettes et déclarations. Le code édicte les règles visant à déterminer les responsables devant payer en cas de transactions non autorisées. Enfin il fixe un régime de recouvrement des sommes concernant des paiements Internet erronés. Ces sociétés doivent se conformer aux règles ISO 10002-2006 relatives à la satisfaction du consommateur, ainsi qu'au guide de la réglementation de l'ASIC, sur la résolution interne et externe des litiges (RG165).

¹¹⁹ Commonwealth Bank, Apple Pay available to CBA customers in January 2019, 14/12/2018

¹²⁰ "E-Payments Code" amended 24 March 2016, Australian Securities & Investments Commission

¹²¹ *Corporations Act* 2001 Compilation No. 91, Australian Government: Federal Register of Legislation

¹²² *National Consumers Credit Protection Act* 2009 Compilation No. 17, Australian Government: Federal Register of Legislation

d. Cryptomonnaies

Depuis fin 2017, la blockchain et les crypto-monnaies occupent une place plus importante dans les discussions sur l'économie numérique. La bourse australienne (ASX) a annoncé en décembre 2017 son intention de remplacer le système de compensation et de règlement CHESSE par DLT system. Le nouveau système devrait être mis en service d'ici le début de 2021¹²³. Un certain nombre d'entreprises, notamment SWIFT, Ripple et Transferwise, proposent des solutions pour accélérer les envois de fonds internationaux.

En 2017, environ 6 milliards de dollars australiens de crypto-monnaies ont été échangés selon une étude menée par Australian Digital Commerce Association and Accenture. Cependant, leur utilisation est davantage axée sur l'investissement spéculatif plutôt qu'en tant qu'instrument de paiement. En effet, peu de commerçants acceptent les crypto-monnaies comme moyen de paiement pour des biens et services du fait de la volatilité de leurs prix.

e. Législation australienne sur les cryptomonnaies

Selon la définition qu'en donne l'*Australian Taxation Office* une cryptomonnaie¹²⁴ ou *digital currency* comporte certaines caractéristiques :

- q. Est entièrement interchangeable avec une autre unité de la même monnaie numérique aux fins de son utilisation comme moyen de paiement.
- r. Peut être fournie comme moyen de paiement pour tout type d'achat.
- s. Est généralement accessible au public sans restriction substantielle.
- t. N'est pas libellée dans la devise d'un pays.
- u. Ne provient ni ne dépend de rien sauf de la loi du marché.
- v. Ne procure pas de droits ou de privilèges particuliers.

Les cryptomonnaies incluent notamment : les Bitcoin, Ethereum, Litecoin, Dash, Monero, Zcash, Ripple, YbCoin.

Les implications fiscales et financières de l'utilisation de cryptomonnaies sont régies par le Good & Services Tax Ruling 2014.

En tant que nouvelles innovations en matière de paiement, les cryptomonnaies sont également concernées par la législation visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme¹²⁵. L'AUSTRAC (Australian Transactions Reports and Analysis Centre) est l'organisme de renseignement sur les activités financières. Dans le cadre de la lutte anti-terroriste il est à l'origine de l'adoption de nouvelles lois visant les fournisseurs de services de cryptomonnaies. Cette nouvelle législation a pour but d'étendre les prérogatives de l'AUSTRAC en matière de contrôle de conformité et de renseignement. Depuis avril 2018, les fournisseurs de services de cryptomonnaies ayant une activité en Australie doivent s'inscrire auprès de l'AUSTRAC, et par là même se conformer aux obligations découlant de la législation de 2006. La nouvelle législation va de plus accroître la coopération entre le gouvernement et les acteurs industriels dans le partage d'informations. Les dispositions de la loi de 2006 appliquées aux acteurs de ce marché enjoignent les entreprises à collecter certaines informations sur leurs clients telles que leurs identités, et à surveiller leurs transactions ainsi qu'à signaler les activités douteuses ou les transactions impliquant un montant supérieur à 10 000 AUD. L'intégralité des informations collectées sera transmise au gouvernement.

¹²³ ASX, « ASX outlines new features and timetable for DLT system to replace CHESSE », April 2017

¹²⁴ *New Australian laws to regulate cryptocurrency providers*, Australian Government AUSTRAC

¹²⁵ *Anti-Money Laundering and Counter-Terrorism Financing Act 2006*

f. New Payments Platform

Une des grandes innovations australiennes est la plateforme NPP (New Payments Platform) mise en place en 2018. Cette plateforme a été créée par le Real-Time Payments Committee (RTPC) composé de l'Australian Payments Network et de représentants du secteur bancaire. Cette dernière est née suite à un examen réalisé par Payments System Board en 2012. La société NPP Australia Limited a été créée en décembre 2014 pour superviser la création, le fonctionnement et la gestion de la plateforme.

Cette plateforme simplifie les paiements grâce à son service PayID (paiements plus faciles et rapides via un numéro de téléphone mobile, au lieu d'un BSB et d'un numéro de compte), et offre la possibilité d'inclure davantage d'informations dans les paiements avec une disponibilité des fonds en temps quasi réel pour le destinataire par le service Fast Settlement Service. Le premier produit innovant lancé avec ces capacités est Osko par BPAY.

Annexe n°2 : Liste complète des banques en Australie

Banque	Siège	Année de création
AMP Bank Limited	Sydney	1849
Australian Military Bank formerly Australian Defence Credit Union	Sydney	1959
Australian Settlements Limited (ASL)	Canberra	1993
Auswide Bank formerly Wide Bay Building Society	Bundaberg	1966
Bank Australia (previously bankmecu)	Melbourne	1957
BankFirst	Melbourne	1972
Bank of Queensland Limited	Brisbane	1863
BankVic	Melbourne	1974
Bendigo and Adelaide Bank Limited	Bendigo, Victoria	1858
Beyond Bank Australia	Adelaide	2008
Commonwealth Bank of Australia	Sydney	1911
Defence Bank	Melbourne	1975
Endeavour Mutual Bank Ltd	Sydney	1953
Gateway Bank Ltd	Sydney	1955
G&C Mutual Bank	Sydney	1959
Greater Bank	Newcastle	1945
Heritage Bank	Toowoomba	1875
Hume Bank	Albury	1955
IMB Bank	Wollongong	1880
Macquarie Bank Limited	Sydney	1969
Members Equity Bank Limited trading as "ME Bank"	Melbourne	1994
MyState Bank	Hobart	2009
National Australia Bank	Melbourne	1982
Newcastle Permanent Building Society	Newcastle	1903

P&N Bank	Perth	1990
Police Bank	Sydney	1964
Qudos Bank	Sydney	1959
RACQ Bank	Brisbane	1965
Rural Bank Limited	Melbourne	2000
Suncorp Bank	Brisbane	1902
Teachers Mutual Bank Limited	Sydney	1966
Tyro Payments	Sydney	2003

Annexe n°3 : Liste complète des succursales des banques étrangères présentes en Australie :

- Agricultural Bank of China Limited
- ABN Amro Bank N.V.
- Bank of America, National Association
- Bank of Baroda
- Bank of China Limited
- Bank of Communications Co., Ltd.
- Bank of Taiwan
- BNP Paribas
- BNP Paribas Securities Services
- Canadian Imperial Bank of Commerce
- China Construction Bank Corporation
- China Merchants Bank Co., Ltd
- Citibank, N.A.
- Cooperatieve Rabobank U.A. (trading as Rabobank)
- Credit Suisse AG
- DBS Bank Ltd
- Deutsche Bank Aktiengesellschaft
- E.SUN Commercial Bank, Ltd.
- First Commercial Bank
- Hua Nan Commercial Bank, Ltd
- Industrial and Commercial Bank of China Limited
- ING Bank N.V.
- JPMorgan Chase Bank, National Association
- KEB HANA Bank
- Mega International Commercial Bank Co., Ltd.
- Mizuho Bank, Ltd.
- MUFG Bank, Ltd.
- Oversea-Chinese Banking Corporation Limited
- Royal Bank of Canada
- Shinhan Bank Co., Ltd
- Standard Chartered Bank
- State Bank of India
- State Street Bank and Trust Company
- Sumitomo Mitsui Banking Corporation
- Taishin International Bank Co., Ltd
- Taiwan Business Bank, Ltd
- Taiwan Cooperative Bank, Ltd
- The Bank of New York Mellon
- The Bank of Nova Scotia
- The Hongkong and Shanghai Banking Corporation Limited
- The Northern Trust Company
- UBS AG
- Union Bank of India
- United Overseas Bank Limited
- Woori Bank

Annexe n°4 : Liste complète des banques mutualistes en Australie

- Australian Central Credit Union Ltd (trading as People's Choice Credit Union)
- Bananacoast Community Credit Union Ltd
- Central Murray Credit Union Limited
- Central West Credit Union Limited
- Coastline Credit Union Limited
- Community First Credit Union Limited
- Credit Union Australia Ltd
- Credit Union SA Ltd
- Dnister Ukrainian Credit Co-operative Limited
- EECU Limited (trading as Nexus Mutual)
- Family First Credit Union Limited
- Fire Service Credit Union Limited
- Firefighters & Affiliates Credit Co-operative Limited
- First Choice Credit Union Ltd
- First Option Credit Union Limited
- Ford Co-operative Credit Society Limited (trading as Geelong Bank)
- Goulburn Murray Credit Union Co-operative Limited
- Holiday Coast Credit Union Ltd
- Horizon Credit Union Ltd
- Hunter United Employees' Credit Union Limited
- Illawarra Credit Union Limited
- Laboratories Credit Union Limited
- Lithuanian Co-operative Credit Society "Talka" Limited
- Lysaght Credit Union Ltd
- MacArthur Credit Union Ltd
- Macquarie Credit Union Limited
- MCU Ltd
- Northern Inland Credit Union Limited
- Orange Credit Union Limited
- Police Credit Union Limited
- Pulse Credit Union Limited
- Queensland Country Credit Union Limited
- Railways Credit Union Limited (trading as MOVE)
- South West Slopes Credit Union Ltd
- Southern Cross Credit Union Ltd
- South-West Credit Union Co-Operative Limited
- Summerland Financial Services Limited (trading as Summerland Credit Union)
- Sydney Credit Union Ltd
- The Broken Hill Community Credit Union Ltd
- The Capricornian Ltd
- The Gympie Credit Union Ltd
- Traditional Credit Union Limited
- Transport Mutual Credit Union Limited
- Warwick Credit Union Ltd
- WAW Credit Union Co-Operative Limited
- Woolworths Employees' Credit Union Limited

Annexe n° 5

	Apple Pay	Samsung Pay	Google Pay
Banque			
Westpac		X	X
ANZ	X	X	X
NAB		X	X
CommBank (CBA)	X	X	X
Bank Australia	X	X	X
Banque de Sydney	X	X	X
Bendigo Bank	X	X	X
Au-delà de Bank Australia	X	X	X
Big Sky Building Society	X	X	X
Banque du Queensland (BAQ)		X	
Caisse de crédit de l'ACEP	X		X
Unité australienne	X	X	X
Bankwest			X
Argent catalyseur	X	X	X
Central Murray Credit Union	X	X	X
Central West Credit Union	X		X
Citi		X	
Communauté First Credit Union	X	X	
Credit Union Australia	X		
Banque de défense	X		
Central Coast Credit Union	X	X	X
Community Alliance Credit Union	X		
Credit Union SA			
Border Bank	X		X
CUA	X	X	X
Banque de défense	X	X	X
Endeavour Mutual Bank	X	X	X
Family First Credit Union			X
Pompier Banque Mutuelle	X	X	X
Caisse de crédit de première option	X	X	X
Ford Credit Union	X		X
Goldfields Money	X		X
Goulburn Murray Credit Union	X		X
Caisse de crédit Holiday Coast	X	X	X
Horizon Credit Union	X	X	X
HSBC	X		X
ING	X		X
Illawarra Credit Union		X	X
Intech Credit Union	X	X	X
Laboratoire de crédit	X		X
Services financiers Latitude	X	X	X
Lombard Finance	X		
Syndicat des mines et de l'énergie maritimes			X
Banque Macquarie	X		X
MyState Bank	X		X
Nexus Mutual	X	X	X
Northern Beaches Credit Union	X	X	X
Northern Inland Credit Union	X		X
Une fois le crédit	X		
Banque P & N	X	X	X
People's Choice Credit Union	X	X	X
Police Bank	X	X	X
Police Credit Union	X		X
RACQ	X	X	X
Reliance Bank		X	X
South West Slopes Credit Union	X	X	X
Sydney Credit Union	X	X	X
Suncorp			X
Banque mutuelle des enseignants	X	X	X
Le mac	X	X	X
Le rocher	X		X
UniBank	X	X	X
Banque Unity	X	X	
Warwick Credit Union	X		
WAW Credit Union	X	X	X
Woolworths Employees 'Credit Union	X	X	X
Queenslanders Credit Union		X	X
Argent vierge		X	

Source: Finder, "Australian banks with Apple Pay"

Annexe n° 6

Amnesty International, « Conversations privées ? Classement de 11 entreprises du secteur des technologies en fonction de leur utilisation du chiffrement pour protéger les droits humains », Octobre 2016.

CLASSEMENT DES MESSAGERIES

Amnesty International a adressé des lettres à toutes les entreprises évaluées, sollicitant des informations sur les normes de chacune d'entre elles vis-à-vis du chiffrement, ainsi que des détails sur les politiques et les pratiques que ces entreprises mettent en place pour s'acquitter de leurs responsabilités en termes de droits humains au regard de leurs applications de messagerie instantanée. Nous avons basé notre évaluation sur une analyse des informations publiques et des réponses des entreprises, le cas échéant.

Nous avons noté les entreprises sur cinq critères :

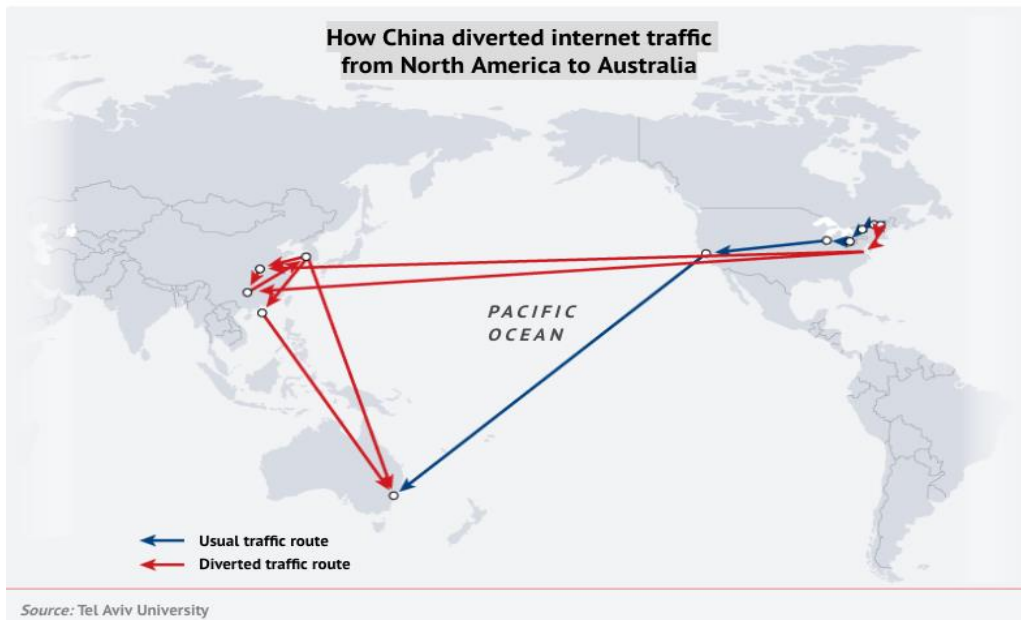
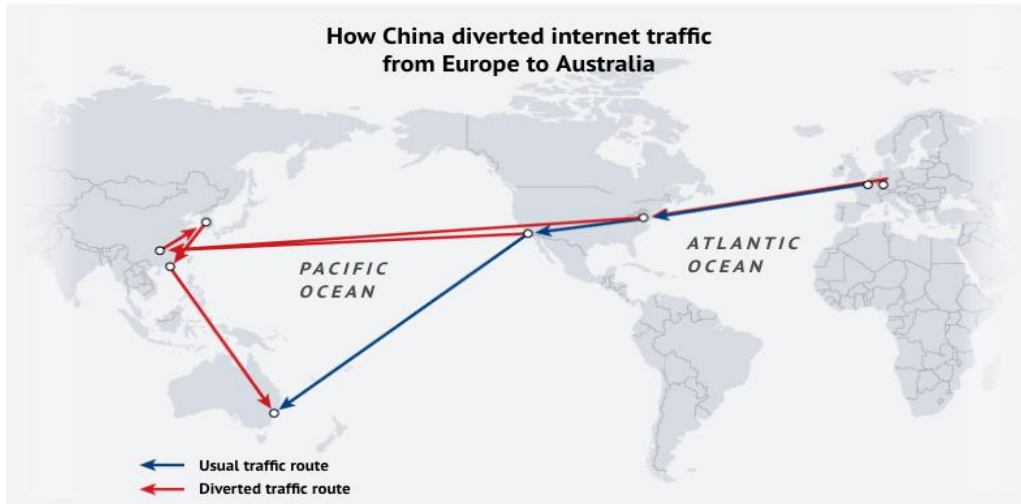
- L'entreprise identifie-t-elle dans ses politiques et ses procédures les menaces en ligne à l'encontre de la liberté d'expression et du droit à la vie privée comme des risques pour ses utilisateurs ?
- L'entreprise applique-t-elle par défaut le chiffrement de bout en bout ?
- L'entreprise sensibilise-t-elle ses utilisateurs aux menaces contre leur vie privée et leur liberté d'expression, et comment utilise-t-elle le chiffrement pour y faire face ?
- L'entreprise rend-elle publiques les informations sur les demandes de données d'utilisateurs par des gouvernements, et sa réponse à ces demandes ?
- L'entreprise publie-t-elle les détails techniques de ses systèmes de chiffrement ?

Chaque critère était noté sur 3 points, soit un total de 15 points maximum. Pour faciliter la compréhension, nous avons pondéré le score total pour obtenir une note sur 100.

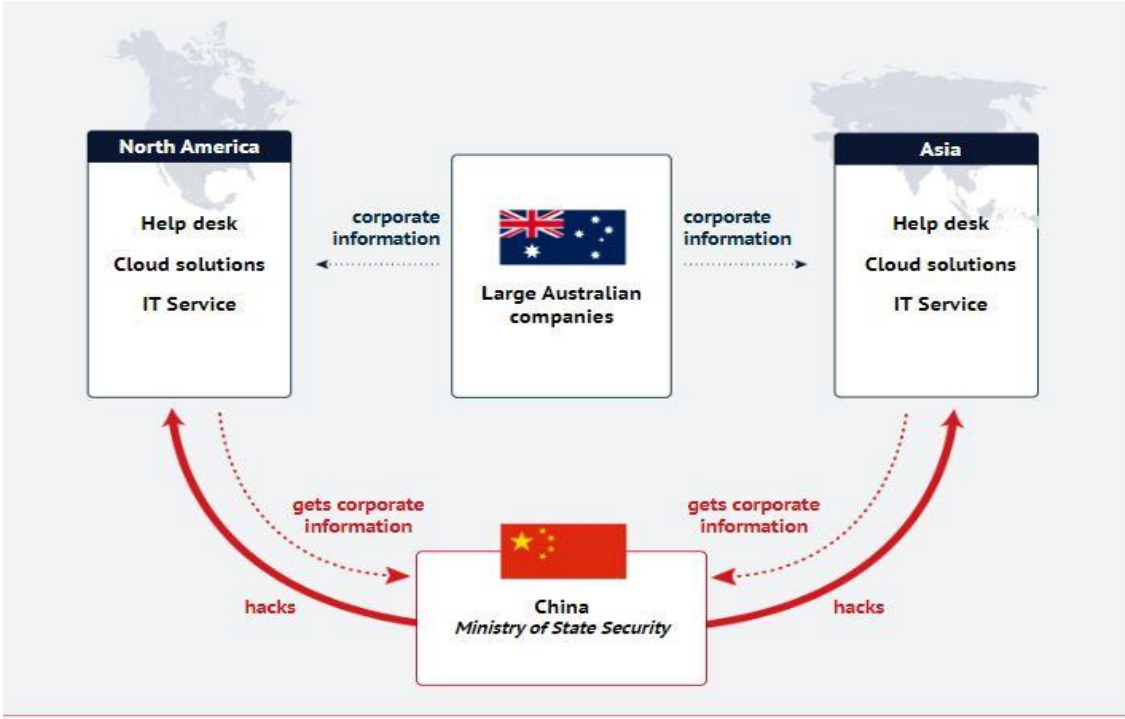
Amnesty International n'a pas évalué la sécurité globale des services de messagerie instantanée, et ne garantit pas que les applications citées sont des outils de communication sûrs. Nous recommandons aux journalistes, militants, défenseurs des droits humains, et à toute autre personne dont les communications risquent particulièrement d'être ciblées, de demander conseil auprès d'experts en sécurité numérique.

Classement	Entreprise	Service de messagerie instantanée	Réponse à la demande d'information d'Amnesty ?	Note globale sur 100
1	Facebook	FB Messenger, WhatsApp	Oui	73
2	Apple	iMessage, FaceTime	Non	67
4	Telegram	Telegram Messenger	Oui	67
3	Google	Allo, Duo, Hangouts	Non	53
5	Line	Line	Oui	47
7	Viber Media	Viber	Oui	47
8	Kakao Inc	KakaoTalk	Oui	40
6	Microsoft	Skype	Oui	40
10	Snapchat	Snapchat	Oui	26
9	Blackberry	Blackberry Messenger	Non	20
11	Tencent	QQ, WeChat	Non	0

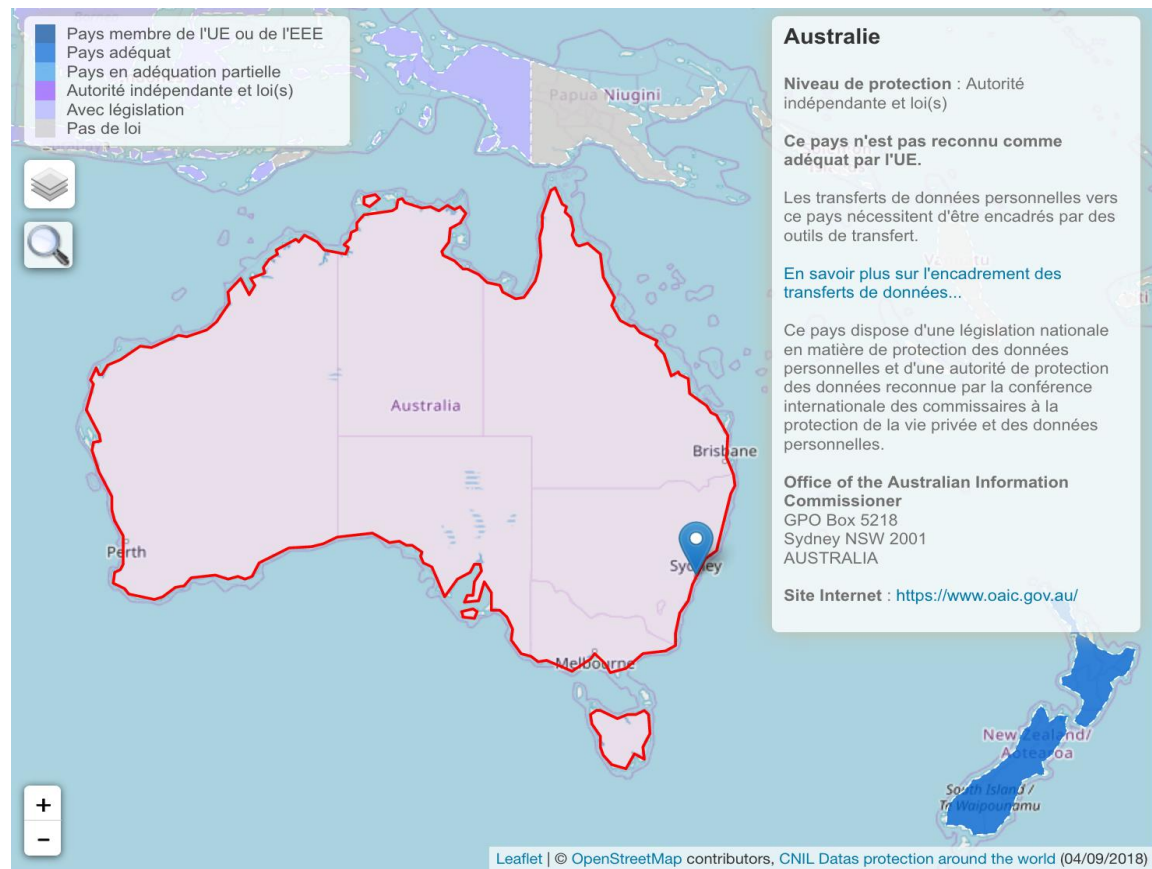
Traffic interrupted



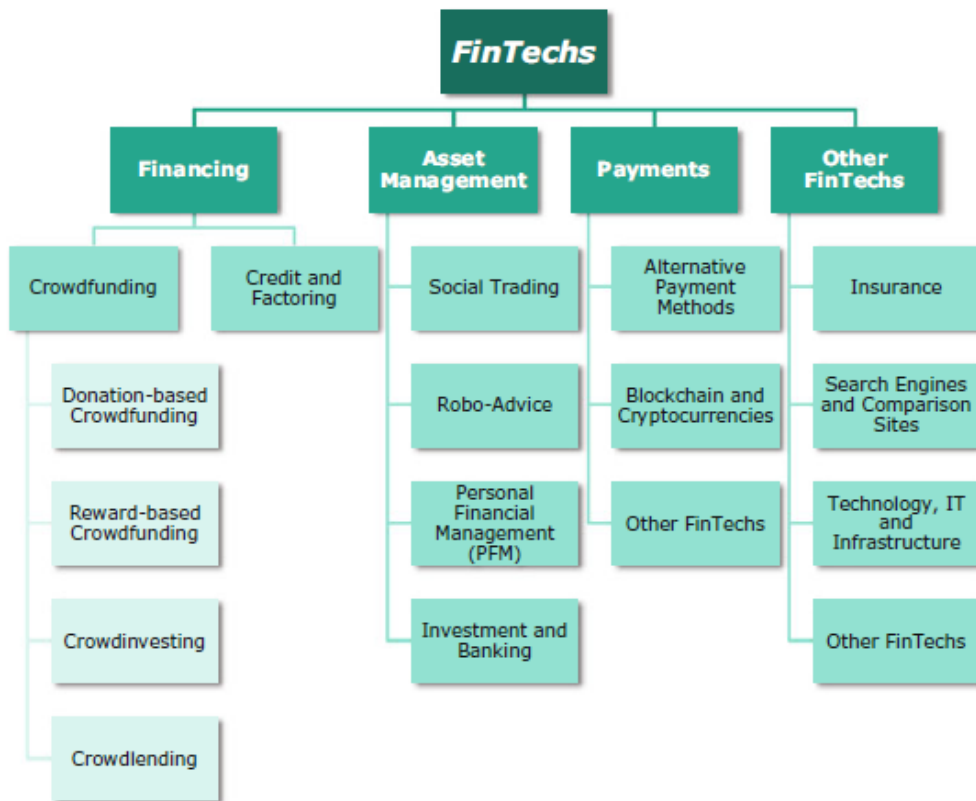
Annexe n°8



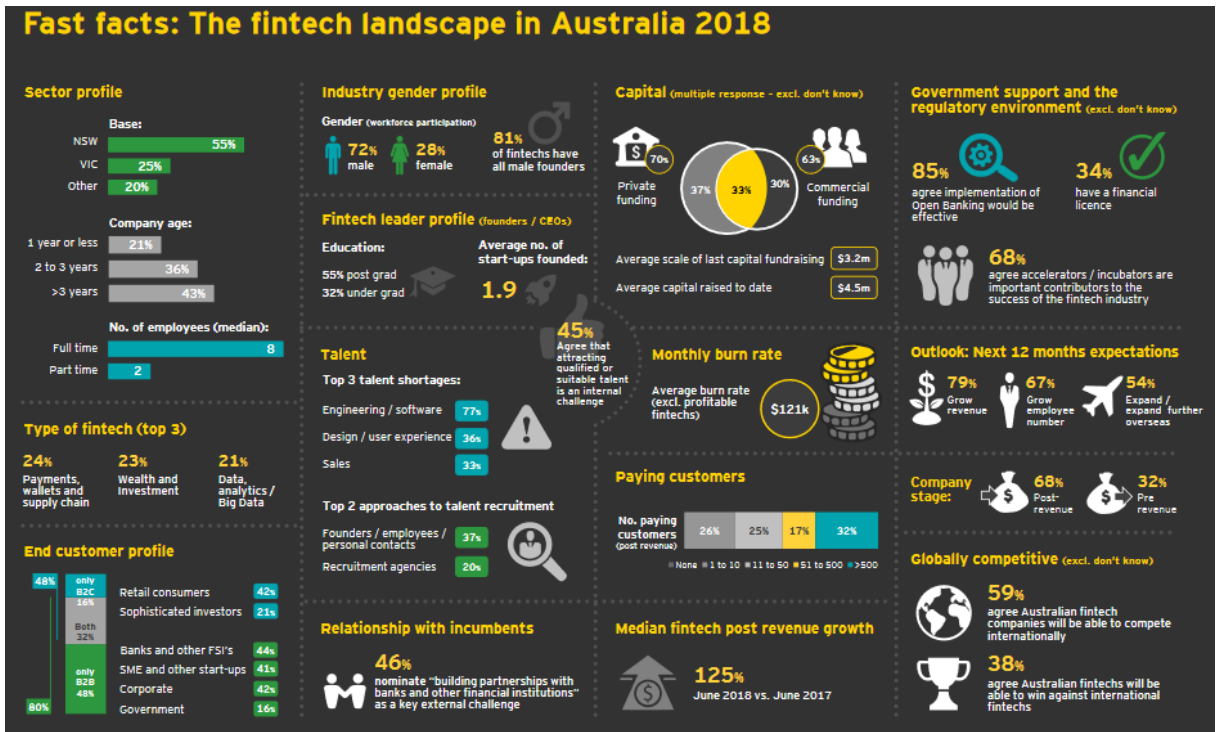
Annexe n°9



Annexe n°10



Springer, *Definition of Fintch and Description of FinTech Industry*, page 7, 2017



EY FinTech Australia sensus 2018 Profiling and defining the fintech sector, Ernst & Young Australia, FinTech Australia, 2018